Vol. 4 No. 42 • Du 4 mai au 10 mai 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



NON À L'ARMÉE DE MARTELLY!

Voir page 4

L'idée du retour à l'armée n'a pas trouvé écho favorable à travers différents secteurs de la vie nationale, expliquant les graffiti : *« Aba Lame Nindya ! Aba Lame kraze zo ! Aba Lame restavèk ! Aba Lame sousou ! Aba Lame boujwa »* **qui commencent à se faire remarquer dans plusieurs endroits de la capitale et de ses environs**



Entèvyou ak Ronald Dauphin

Page 6



Répression de la presse et de la dissidence politique sous le régime de Jean Claude Duvalier

Page 7



RECONSTRUCTION D'HAÏTI : QUELLE PERSPECTIVE ?

Voir page 4

Du 27 au 29 Avril 2011, un forum international s'est tenu à Port-au-Prince, autour du thème : « Quel financement pour quelle reconstruction en Haïti ? » sur l'initiative de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) et soutenu par l'ONG internationale Save Children



Le meurtre d'Oussama ben Laden

Page 12



Des millions de Cubains ont défilé pour la Révolution et le socialisme

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le cynisme de l'Empire !

Par Berthony Dupont

En dépit des complots et des agressions des puissances impérialistes et racistes avec l'appui de leurs mercenaires qui visent, soit à déstabiliser, soit à renverser les régimes progressistes, empêcher la libération totale, véritable et définitive des peuples opprimés, la volonté d'hégémonie de ces grandes puissances occidentales vise également à mettre en veilleuse notre esprit et notre intelligence.

En réalité, il faudrait nous débarrasser de plusieurs contrevérités et clichés hasardeux, associés à nombre de bavures. Les forces impérialistes ont maintes fois prouvé qu'elles n'ont aucun respect pour les pays qu'elles exploitent. Elles ne s'embarrassent guère d'aucune moralité humaine ; alors leur unique et inique objectif est de s'enrichir par n'importe quel moyen. Pour y parvenir ils n'hésitent pas à embrasser, le cas échéant, même les pires des crimes. De plus, elles ne manifestent aucun brin de courage pour dire et défendre la moindre vérité. Tout ce qu'elles entreprennent est imprégné de faux prétextes et de mensonges malsains comme cette déclaration de Barack Obama à l'égard de Cuba le 23 mai 2008, alors qu'il était encore candidat à la présidence. *« Durant toute ma vie, l'injustice a régné à Cuba. Durant toute ma vie, le peuple cubain n'a jamais connu la vraie liberté. Deux générations durant, le peuple cubain n'a jamais connu la démocratie. …en cinquante ans, nous n'avons jamais vu d'élections … nous ne supporterons pas cette injustice ; nous chercherons ensemble la liberté de Cuba… Voilà la parole que je vous donne ; voilà l'engagement que je prends devant vous… Il est temps que l'argent des Cubano-Américains rende leurs familles moins dépendantes du régime castriste. Je maintiendrai l'embargo»,* comme quoi ceux qui pleurnichent sur Cuba sont plus concernés que les citoyens cubains eux-mêmes qui jouissent et affectionnent leur train de vie sociale depuis plus de 50 ans.

En effet, l'actuel locataire de la Maison Blanche des Etats-Unis n'est pas différent de ses prédécesseurs, puisqu'il n'est que le produit du même moule de politique-fiction au lieu d'être révélateur d'un esprit nouveau et véritable: faire preuve d'assez de courage pour se départir de ce tabou afin de se pencher sur des engagements mutuels susceptibles d'engager de façon crédible une dynamique de paix et de changement pour les peuples souffrants du monde.

Là où le bât blesse le plus, c'est que les forces impérialistes n'affichent aucune mauvaise conscience devant leurs crimes malhonnêtes voire faire montre de souci et de honte. Au contraire, elles ne cachent jamais leur volonté de prendre des mesures anti-populaires, et restent toujours froides devant la souffrance des déshérités des pays pauvres qu'elles torpillent, sauf que leur appât du gain ne tarit jamais et qu'il les pousse vers ceux qui se mettent allègrement à leurs services pour que perdure leur domination. N'est ce pas là une preuve supplémentaire de leur haine et de leur mépris pour les masses pauvres du monde ?

C'est dans cette optique qu'elles ne se gênent point pour dire ou faire n'importe quoi, avancer n'importe quelle baliverne aux yeux du monde, n'importe quelle salade lorsqu'il s'agit de manipuler l'opinion publique en leur faveur.

En Haiti par exemple, ces puissances capitalistes et coloniales ont tout fomenté et concocté pour nous assujettir. On n'oubliera pas de sitôt cette campagne de propagande et de déstabilisation orchestrée en 2003 autour d'une certaine organisation de mercenaires de la bourgeoisie réactionnaire dénommée Groupe 184, pour arriver finalement à kidnapper le président constitutionnel du pays, l'envoyer en exil ; ce qui du reste aujourd'hui nous vaut cette occupation étrangère qui nous a amenés où nous sommes: la mise en place d'une mascarade électorale au moyen de laquelle, ces messieurs et dames ont propulsé à la tête du pays leur homme de main, leur maître-chanteur comme président afin d'effacer le tableau historique de la lutte héroïque et révolutionnaire du peuple haïtien.

Est-il correct que le président des Etats-Unis ordonne l'arrestation ou l'assassinat de personnages politiques dans le monde comme dans le cas du leader libyen ? Sa vie, certainement a été et est toujours menacée par les forces de l'OTAN et c'est de justesse qu'il a échappé à la mort samedi dernier, tandis que malheureusement son fils et ses trois petits-enfants ont péri sous les bombardements, sous ses yeux.

En vérité, l'une des raisons qui ont poussé les Etats-Unis, plus précisément la CIA, à fomenter la mort de Oussama Ben Laden, une de ses créatures qu'elle a si bien formée, équipée, financée et armée, c'est pour en quelque sorte faire diversion et empêcher que le monde ne réagisse et ne manifeste son indignation après l'assassinat du fils et des petits enfants de Moammar Khaddafi. Jusqu'à présent, seul le gouvernement cubain a dénoncé courageusement cet acte terroriste des forces de l'Otan sur la Lybie. C'est pour ne pas attirer l'attention sur leur sottise, sur un assassinat crapuleux, un acte à la limite du terrorisme, qu'ils ont manipulé la presse et toute l'opinion nationale et internationale à propos du meurtre de leur élève rebelle, Ben Laden.

Certes, le méchant fait toujours une œuvre qui le trompe. Malgré l'immersion en mer de la dépouille du Chef d'Al Qaida, l'orchestration théâtrale de l'assassinat à des fins électorales ne passera pas, vu que bien des gens connaissent bien les ruses et le cynisme de l'empire. Voilà pourquoi il lui est fait moralement obligation de prouver son forfait par la publication des photos du cadavre de leur ancien protégé anti-communiste.

85 haïtiens expulsés et refoulés vers Haiti

par Jackson Rateau

Dans le cadre de la politique d'expulsion et de refoulement des haïtiens vivant dans divers pays des Caraïbes, d'Amérique du nord et d'Europe, un nombre important de compatriotes est arrivé en Haiti la semaine dernière.

En effet, le mercredi 27 avril 2011, dès 8 hres du matin, 85 compatriotes haïtiens dont 36 femmes et un enfant, expulsés et refoulés par le gouvernement bahaméen, ont été accueillis par les autorités haïtiennes à l'Aéroport International Toussaint Louverture.

Ces haïtiens transportés en Haiti à bord d'un avion de la compagnie aérienne Bahamas Air, ont été malmenés et humiliés par les autorités bahaméennes.

Selon le Service Jésuite aux Réfugiés en Haiti (SJR Haiti) qui a enquêté sur la violation des droits des haïtiens, dans le cadre de ce processus de rapatriement, les ressortissants haïtiens ont été séparés de leurs parents, de leurs conjoints et de leurs enfants qui sont restés seuls à Nassau. Il pas été permis aux haïtiens rapatriés en Haiti de récupérer leurs salaires et leurs avoirs avant d'être expulsés vers leur pays d'origine, Haiti. En outre, les personnes refoulées ou interceptées en haute mer, près de l'île des Inagues, ont été molestées, et violées par les autorités migratoires bahaméennes qui leur ont volé leur avoir.

Face à cette situation lamentable des immigrants haïtiens en terre étrangère et compte tenu de l'aggravation de la situation humanitaire du pays depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et aussi en raison de l'absence de conditions et structures facilitant l'accueil des concitoyens rapatriés, le Service Jésuite aux Réfugiés (SJR) demande aux gouvernements des différents pays du continent américain d'accorder un moratoire sur les rapatriements des ressortissants haïtiens.

Dans un tel contexte vraiment préjudiciable, les déportations d'haïtiens vers Haiti par des Etats et gouvernements dont les Etats-Unis, la République Dominicaine et Bahamas, constituent la violation des instruments internationaux des droits humains. Le SJR demande aussi aux autorités haïtiennes de se pencher sur la situation des migrants haïtiens qui vivent dans des conditions infrahumaines dans plusieurs pays tels la République Dominicaine, les Etats-Unis, le Pérou, le Brésil etc.

Un inspecteur de police de la PNH tué par balles

Selon ce qu'a indiqué une source policière issue de la Police Nationale d'Haiti (PNH), le matin du lundi 2 mai 2011 dernier, l'inspecteur de police Jean Rosemond Lambert a été trouvé mort au volant de sa voiture au niveau de la 4e avenue Bolosse, sud de Port-Au-Prince. L'inspecteur de police Rosemond Lambert, affecté à la compagnie de la Garde Côtière d'Haiti, a été tué de plusieurs balles.

Décès de l'ex-conseiller électoral Enel Désir

Le dimanche 1e mai dernier, l'ancien conseiller électoral Jean Enel Désir est décédé dans son domicile privé à l'age de 66 ans. Le Dr Enel Désir est décédé d'une crise cardiaque.

Jean Enel Désir fut le représentant de l'église catholique au dernier Conseil Electoral Provisoire (CEP). Il a été forcé, l'été dernier, pour cause de corruption, de présenter sa démission à la présidence d'Haiti. Cette démission, étant restée sans effet de la part du président de la République René Préval, le conseiller Désir tentait, sans succès, de regagner son poste au CEP le mois janvier dernier.

L'ex-conseiller électoral est décédé à un moment où le CEP se trouve dans une situation post électorale très confuse.



L'ancien conseiller électoral Jean Enel Désir

D'aucuns s'interrogent sur cette mort suspecte de l'ex-conseiller Jean Enel Désir.

Accident mortel à Delmas 75, 1 mort



Le commissaire de police de la PNH, Jean Renel Costumé

Le mercredi 27 avril dernier, à Delmas 75, Est de Port-Au-Prince, Jean Renel Costumé, commissaire de police de la PNH, appartenant au corps de la brigade de protection des mineurs, a été victime d'un accident mortel où il a été tué sur place.

Le commissaire Costumé qui s'apprêtait à garer sa voiture sans aucune précaution, est tombé dans une fosse béante au beau milieu de la rue à hauteur de Delmas 75. Il s'est cogné au niveau du crâne, ce qui a entraîné séance tenante une hémorragie cérébrale. Selon certains témoins ayant constaté la scène, le commissaire Costumé qui avait préalablement heurté une voiture sans avoir eu soin de s'arrêter, allait justement garer sa voiture quand il a basculé dans un trou, entraînant ainsi sa mort sur le champ.

Non à l’armée de Martelly !

Par Yves Pierre-Louis

Dès le retour de son voyage aux Etats-Unis, le président élu, Michel Joseph Martelly a fait le bilan de ses différentes rencontres réalisées là-bas, lors d’une conférence de presse, le mardi 26 Avril dernier. Il s’est contredit sur des dossiers qu’il ne maîtrise pas assez tels : la question de sécurité, le retour de l’Armée d’Haïti, la question de la dette, la relance de l’économie d’Haïti entre autres.

« Sou zafê sekirite peyi a, lè jounalis yo te poze nou kesyon, nou te di ke nou pral monte yon fôs ki pral rele Fòs defans tèritwa peyi Dayiti. Li kapab koute ant 10 a 15 milyon dola pa rapò a Minustah ki koute 864 milyon. Nou tout konnen ke Minustah se te yon bagay pwovizwa. Pa sa ? » a déclaré Michel Martelly.

Alors que la semaine antérieure il avait dit qu’il souhaiterait créer dans le pays une armée moderne : *« Nous avons besoin d’une armée moderne, avec un solide corps de génie militaire, prêt à intervenir en cas de catastrophes naturelles. La présence de la Minustah sur le sol haïtien signifie qu’il y a un besoin de créer une force de maintien de la paix, sauf à proposer que la Minustah reste éternellement »*, a précisé Martelly.

L’ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, Kenneth Merten a précisé sur les ondes de radio Métropole le mercredi 27 avril comme invité du jour, que la question de la re-mobilisation de l’armée d’Haïti n’a pas été évoquée lors de la rencontre entre Michel Martelly et Hillary Clinton. De toute façon, le nouveau président d’Haïti qui entrera en fonction le 14 mai prochain, date contraire à la constitution du pays, a manifesté sa volonté de retourner à l’Armée d’Haïti, celle qui a commis tant d’atrocités sur la population haïtienne durant les 29 ans de la dictature duvaliérienne.

L’idée du retour à l’armée n’a pas trouvé écho favorable à travers différents secteurs de la vie nationale, expliquant les graffiti : *« Aba Lame Nindya ! Aba Lame kraze zo ! Aba Lame restavèk ! Aba Lame sousou ! Aba Lame boujwa »* qui commence à se faire remarquer dans plusieurs endroits de la capitale et de ses environs. Des organisations populaires conséquentes et des organisations progressistes qui se sont opposées aussi bien à la présence de la Minustah qu’au retour de l’armée d’Haïti se sont dits prêtes à ouvrir les débats afin de sensibiliser la population sur le vrai objectif de l’idée du retour de l’appareil répressif d’Etat qui n’est autre qu’un instrument tyrannique au service de l’idéologie dominante contre les masses populaires.

Parallèlement, lors des rencontres avec les responsables des institutions financières internationales, Joseph Michel Martelly a plaidé en faveur de prêts pour la relance de l’économie haïtienne afin de sortir le peuple de la misère. Il a toutefois reconnu, naïvement, qu’Haïti fait partie de la catégorie des pays insolvables qui reçoit beaucoup plus de dons que de prêts. *« Nan BID ak Bank mondyal nou pale de nesesite pou restriktire jan èd yo ap antre nan peyi a. Nou pale tou de nesesite pou peyi Dayiti kapab prete lajan anplis de 200 milyon ke yo ban nou chak ane. Ti kòb sa a bon, men li pa ase pou retire n kote nou ye a. Pa genyen okenn peyi sou latè ki kapab konstwi enfrastrikti li bezwen ak pèmèt ekonomi li pran jarèt, si l pa genyen posibilite pou l prete lajan. Nou ensiste sou sa anpil. »* a déclaré Michel Martelly.

Pour ce qui a trait à l’économie haïtienne, Camille Charlmers ne partage pas les déclarations fantaisistes de Michel Martelly sur la question de la date et de la relance économique d’Haïti. Pour le directeur exécutif de la PAPDA, Haïti n’est pas insolvable, Haïti continue à payer les services et le remboursement de ses dettes en dépit de sa situation catastrophique suite au séisme du 12 janvier. Le plus souvent les prêts sont liés à des exigences des institutions financières dans le cadre d’une politique économique de domination. *« Les institutions financières internationales sont plus intéressées à prêter de l’argent que le pays demandeur lui-même. La logique c’est d’utiliser les prêts pour faire des pressions sur les dirigeants politiques afin de les forcer à prendre des mesures qui favorisent la pénétration des multinationales, la dépendance du pays le contrôle des ressources stratégiques, la privatisation des entreprises publiques. Il ne faut pas se mettre en tête que les prêts correspondent à des perspectives de développement pour combattre la misère. Ils rentrent dans l’agenda global de domination de l’impérialisme et de ses entreprises transnationales »*, a précisé Camille Charlmers.

A l’occasion de la conférence de presse du bilan de Martelly, le mardi 26 avril 2011, le nouveau président élu a évoqué également un changement de système. De quel système parle-t-il ? D’aucun. Il ferait mieux de parler de changement de régime. *« J’ai fait campagne pour changer le système et je vous garantis que nous allons tout faire pour changer ce système qui, depuis plus de trois décennies entrave le progrès »*, a martelé Michel Martelly. Qu’il sache vraiment de quoi il parle ! Il a parlé d’une sorte de changement du système, vide de contenu et en même temps il a préconisé le retour de l’armée d’Haïti qui a perpétué le système établi depuis des décennies.

Certains disent le changement de système dont parle Martelly, c’est tout simplement de transférer le pouvoir politique d’en bas vers le haut.

Suite à sa tournée à Washington, le président élu, Michel Joseph Martelly a rencontré le représentant du secrétaire général de l’ONU en Haïti, Edmond Mulet le mercredi 27 avril dernier au siège de la Minustah à Pacot. L’objectif de cette rencontre était pour lui d’avoir une meilleure compréhension sur la mission de l’ONU. Il a profité de cette rencontre pour partager les feuilles de route de son prochain gouvernement concernant le renforcement de l’Etat de droit et de la sécurité, particulièrement le renforcement de la capacité de la Police Nationale d’Haïti (PNH) et l’instauration d’une force armée haïtienne.

D’autres sujets importants que Martelly a soulevés furent la relance de l’économie et la situation politique actuelle, notamment la question des élus contestés du second tour, les prochaines élections législatives, les élections locales de 2011 et l’amendement de la constitution en cours, la relocalisation des victimes de 12 janvier 2010, qui vivent jusqu’à présent sous des tentes.

De son côté, Edmond Mulet a rappelé la mission principale de la Minustah qui est, dit-il, d’aider à garantir un certain niveau de stabilité et de sécurité dans le pays et l’importance d’une telle mission dans l’établissement des conditions sécuritaires propices pour attirer les investissements internationaux établir un Etat de droit et corriger les faiblesses institutionnelles. Depuis plus de sept ans la Minustah est présente en Haïti ; la situation politique, économique, sociale et sécuritaire du peuple haïtien ne s’est jamais améliorée. Elle tend plutôt à empirer de jour en jour.

De toute évidence les déclarations du président élu d’Haïti prêtent à équivoque du fait qu’il parle de changement de système et de retour de l’armée dite « san manman ». Certains disent que le changement de système ne concerne pas seulement un changement de personne « ôtes-toi que je m’y mette ». Le changement de système implique la rupture totale avec un mode de production et des rapports de production. Depuis après l’indépendance d’Haïti en 1804, les rapports de production reposent sur les grands propriétaires fonciers (grandon) et les petits paysans ; les patrons et ouvriers ; les exploiteurs et exploités ; les dominants et dominés. Michel Martelly aura-t-il de l’étoffe d’un chef de l’Etat capable de changer ce système compte tenu de la présence sur le territoire national de tous les grands ténors de ce système arboré.



L’idée du retour à l’armée n’a pas trouvé écho favorable à travers différents secteurs de la vie nationale



Le chef civil de la Minustah Edmond Mulet et l’ambassadeur US en Haiti Kenneth Merten



Camille Charlmers ne partage pas les déclarations fantaisistes de Michel Martelly

Reconstruction d’Haïti : Quelle perspective ?

Par Yves Pierre-Louis

Du 27 au 29 Avril 2011, un forum international s’est tenu à Port-au-Prince, autour du thème : *« Quel financement pour quelle reconstruction en Haïti ? »* sur l’initiative de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) et soutenu par l’ONG internationale Save Children. Ce forum s’inscrit à la fois dans une perspective de réflexion stratégique sur la crise actuelle et sur l’urgence d’une rupture radicale avec la voie empruntée jusqu’à présent. Il se veut aussi un lieu de production, de propositions pragmatiques sur la question des stratégies alternatives de financement à court, moyen et long terme en vue d’ouvrir de nouvelles pistes viables et une authentique construction alternative pour le pays.

Les organisateurs s’étaient fixés quatre objectifs : Susciter un débat approfondi sur les principales propositions de stratégie de reconstruction et/ou de refondation d’Haïti. Dresser un bilan et faire une analyse critique de l’architecture du système financier international. Faire connaître les expériences réunies de financement dans le cadre d’une vision alternative d’économie solidaire. Et enfin proposer des mécanismes différents de financement en accord avec une vision alternative et un nouveau projet national.

Au cours de ces trois jours, des experts haïtiens et étrangers venus du Brésil, de l’Argentine, de la Jamaïque, de Jubilée Sud, de l’université West Indies ont débattu divers thématiques avec la participation des délégués venus de la République Dominicaine, des mouvements sociaux et syndicaux de Trinidad et Tobago, des délégués de différentes organisations sociales et paysannes d’Haïti. Des réflexions, des analyses critiques et des débats houleux sur les principaux axes et propositions des stratégies de reconstruction ou de refondation d’Haïti sur le plan idéologique, politique, économique, social, culturel et infrastructurel dans une perspective d’un développement endogène ont été à l’ordre du jour durant tout le déroulement de ce forum. Des participants ont également évoqué la question de souveraineté d’Haïti avec la présence d’une force d’occupation depuis sept ans sur le territoire national qui représente un handicap pour le développement du pays.

Dans son intervention le professeur-chercheur jamaïcain, Norman Girvan a présenté la santé de l’économie des pays Caraibéens, tout en analysant la crise du système capitaliste mondial et ses principales conséquences. Il a également passé au peigne fin les évolutions récentes du marché capitaliste mondial et prédit la fin de l’hégémonie des recettes néolibérales. Il a enfin partagé avec les participants assoiffés d’alternative viable les rapports des expériences novatrices du Venezuela, de Cuba, de la Bolivie, de l’Equateur entre autres à travers l’Alternative bolivarienne pour l’Amérique (ALBA) et la Banque du Sud. Il a mis l’accent sur le développement endogène pour faire face à la pensée unique du néolibéralisme.

De son côté Camille Charlmers qui a développé la problématique de la dette a fait un audit de la dette d’Haïti à partir des années 80 et il a défini quatre sources de remboursement : le paiement de service de la dette, le commerce illégal, l’investissement direct à l’étranger et le transfert direct d’exportation massive de ressources d’Haïti vers l’étranger, la fuite de cerveaux. Il a également développé la typologie de la dette qui est évidente et indiscutable depuis après l’indépendance d’Haïti et qui constitue une dette historique et écologique. A partir des années 80, une dette odieuse a été imposée à Haïti comme un instrument de domination et y a placé Haïti dans un labyrinthe jusqu’aujourd’hui. Selon Charlmers, pour les institutions financières internationales, les mécanismes de l’annulation de la dette n’existent pas, on doit trouver de l’argent ailleurs.

Concernant la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d’Haïti (CIRH), il l’a qualifiée d’illégale et inconstitutionnelle, comme une gifle à la nation haïtienne. La CIRH est un organisme inefficace qui ne produit pas de résultats. *« La propagande faite autour de 11 milliards de dollars comme promesses récurrentes reste toujours dans l’air, le décaissement ne dépasse pas 30% et qui pis est la plus grande partie va directement à la remise de la dette. Il n’y a pas d’échange d’information entre le CIRH et les représentants haïtiens, ces derniers ne sont même pas au courant de ce qui se passe à l’intérieur de cette institution. »* a –t- il déploré.

Il faut en arriver à la suppression purement et simplement de cette Commission antidémocratique et antinationale. Quant à la logique de reconstruction et/ou de refondation, le professeur Yves Dorestal a produit des réflexions sur l’aspect idéologique et politique de la reconstruction qui n’est pas neutre. Il est lié à l’idéologie dominante, qui, depuis des siècles impose à Haïti son projet politique.

Suite à la page (16)



Des réflexions, des analyses critiques et des débats houleux sur les principaux axes et propositions des stratégies de reconstruction ou de refondation d’Haïti

Indécence, annulation et immersion

Par Fanfan La Tulipe

Quand un événement, un fait divers, la choquait, surprenait ou indignait, ma grand-mère maternelle avait l'habitude de dire: «on est risqué». Risque de se faire agresser violemment par des cagoulards, la nuit tombée, et d'être laissé pour mort sur la chaussée, comme c'est arrivé à Mme Yvonne Hakim Rimpel au tout début du régime sanguinaire de Duvalier. Risque pour un personnage de se faire insulter par un petit blanc-bec ou un grand noir-bec. Risque de se faire marcher dessus par un potentat sans pouvoir broncher. Risque pour une population de se voir imposer des mesures révoltantes par un dictateur sans mesure ne lésinant pas sur l'arbitraire. Risque pour une population démunie de se faire insulter par les *gwo zouzoun* plastronnant de morgue dans le luxe indécent de leur insolent bien-être. Pour Grand-mère, dans de telles situations elle dirait aisément: « on est risqué».

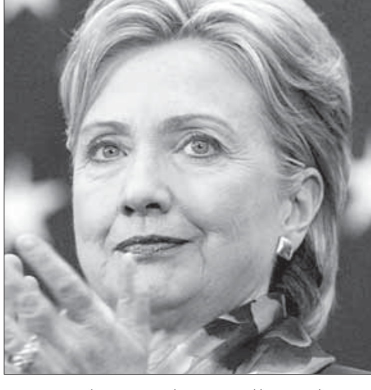
Face à l'impudence de certains on est bien en droit de crier qu'on est risqué. Tenez. L'OTAN s'est mêlée de faire la guerre à la population libyenne, tuant des civils y compris femmes et enfants sous prétexte de défendre [sic] le peuple libyen contre les agissements de Kadhafi perçu par les occidentaux, dirigeants et presse à l'unisson, comme un «malade mental». Ce n'est pas seulement avec l'OTAN qu'on est risqué. Bien au chaud dans l'étroitesse de leur vision du monde et dans la mollesse de leur bien-être de milliardaire, trois sénateurs américains ont réclamé que cette engeance américano-européenne fasse passer le «Guide» de vie à trépas, du pays des hommes aux turbans au pays des fantômes sans chapeau.

Ainsi, le sénateur républicain Lindsey Graham a eu à déclarer sur CNN: « *En ce moment précis, il n'y a vraiment pas une dynamique suffisante chez les rebelles... Donc ma recommandation à l'OTAN et au gouvernement c'est de couper la tête du serpent. Il faut aller à Tripoli, se mettre à bombarder le cercle proche de Kadhafi, leurs résidences- casernes, leurs QG militaires*». L'indécence à son comble. Un sans-gêne à l'endroit de vies humaines frisant la vulgarité. Bête traquée. Traquenard libyen pour occidentaux assoiffés de pétrole. Traque à l'homme. Trac d'un sénateur pervers qui, en pleine performance d'une pièce de théâtre de très mauvais aloi, a eu un soudain trou de mémoire et oublié les règles les plus élémentaires de la morale pour donner dans l'immonde. Ah, quel monde !

Ne voulant pas être en reste avec Graham sur le terrain de l'indécence, le sénateur indépendant Joseph Lieberman, candidat un temps à la vice-présidence du Parti démocrate, a voulu jeter sa part d'huile sur le feu d'une campagne malsaine et criminelle pour faire froidement assassiner Kadhafi. Que devrait faire L›OTAN ? Dans l'esprit obtus et assassin du sénateur, cette organisation, prolongement européen de la malfaisance militaire états-unienne, « *doit se mettre à réfléchir et se demander s'ils veulent plus directement cibler Kadhafi et sa famille*. »

Comment être plus pervers et homicide par la pensée. «Homicide point ne seras» aura oublié le cynique Lieberman prétendant de façon effrontée que la résolution de l'ONU justifiait une politique d'assassinat au motif que « *cela protègerait la population civile*». L'indécence à son plus





De gauche à droite : le sénateur républicain Lindsey Graham, Hillary Clinton et le sénateur américain Patrick Leahy

haut, ou mieux, à son plus bas. Le sénateur McCain, malheureux perdant aux présidentielles américaines de 2008, grincheux, bilieux, acrimonieux, fielleux, venimeux, haineux, a abondé dans le même sens homicide. N'est-ce pas qu'on est risqué avec de pareils fous furieux du meurtre commandité?

Ils ont été deux milliards de téléspectateurs de soixante-quatorze pays avec les yeux rivés à la télé s'extasiant devant le mariage du Prince William et de Kate Middleton, le 29 avril écoulé, à l'abbaye de Westminster, à Londres. Deux mille convives. Les capables ne souffrent pas. Le pouvoir des plus capables du fric d'inviter le plus grand nombre des leurs. Coupables d'excès de grandeur. Lisez :

Plusieurs réceptions royales, un gâteau majestueux, deux robes Alexander McQueen, des chevaux, une sécurité renforcée… du luxe à étourdir. Le faste extravagant du mariage du Prince William et de Kate Middleton, désormais Duc et Duchesse de Cambridge, avait de quoi faire rêver ces deux milliards de personnes qui l'ont regardé. Extravagance à quel prix ?

Abc News estime que le prix du mariage devrait se trouver entre 11 millions d'euros et 43 millions d'euros! Des sommes phénoménales, majoritairement prises en charge par la Couronne et les contribuables anglais, mais aussi par les parents de Kate Middleton, des millionnaires qui ont tenu à participer ! Michael et Carole Middleton auraient dépensé près de 300 000 euros selon le *Daily Mail* qui donne quelques détails croustillants des dépenses des parents de la mariée : réservations d'hôtel payées pour la famille Middleton et leurs amis au Goring Hôtel pour près de 100 000 euros ! Deux fêtes à l'hôtel, l'une avant le mariage et l'autre après pour près de 30 000 euros. Généreux, ils ont aussi payé la robe de mariée de Kate et sa seconde robe, portée pendant la soirée, pour la somme d'environ 50 000 euros, et les boucles d'oreilles que la Duchesse de Cambridge portait pour 17 000 euros ! Et les britanniques ont eu raison de crier la mariée très belle car elle l'était, fastueusement. Quant aux bijoux portés par la maman de Kate et par sa sœur Pippa, ils auraient coûté 34 000 euros.

Ah oui, quelle indécence ! En voilà des gens qui bassinent le peuple britannique, leur montre tout leur fric pendant que des tas de gens crèvent de faim et galèrent à travailler sans pouvoir nourrir leur famille. Entre-temps, en octobre 2010, le ministre britannique des Finances George Osborne se proposait de supprimer près d'un demi-million d'emplois publics pour sortir le pays du déficit. Le nombre de gens au chômage a atteint le chiffre de 2.48 millions (www.tradingeconomics.com). Le taux de chômage chez les jeunes de 18 à 25 ans atteint 19.6%,http://en.wikipedia.org/wiki/Youth_unemployment_in_the_United_Kingdom - cite_note-0#cite_note-0 le plus élevé depuis ces 17 dernières années (*Guardian*. 06-20-2010).

L'extrême pauvreté augmente au Royaume-Uni selon l'*Observatoire des inégalités* : « *5,8 millions de personnes étaient extrêmement pauvres au Royaume-Uni en 2008-2009, selon le rapport (en anglais) «Surveiller la pauvreté et l'exclusion sociale 2010», de la fondation Joseph Rowntree. Ainsi, 44 % des 13,1 millions de pauvres vivent sous le seuil d'extrême pauvreté. Cette part est la plus importante jamais observée depuis la fin des années 1970. En 1996–1997, elle était à 35 % du nombre total de pauvres, soit 4,9 millions de personnes extrêmement pauvres. 30 % des enfants, 26 % des adultes avec un enfant à charge, 19 % des adultes sans enfant et 16 % de retraités vivent sous le seuil de pauvreté au Royaume-Uni.*» (*Observatoire*, 11 mars 2011). N'est-ce pas une indécence cet étalage de richesse et une gifle à la misère des laissés-pour-compte britanniques ?

Mauvaise nouvelle. L'indécence ne se promène plus en pyjama, en caleçon ou en pantalette. Elle se ballade toute nue, *jan manman l te fè l*. Ainsi, le sénateur américain Patrick Leahy que nous avons surpris, indécent, couilles pendantes et langue pendue sur le site des nouvelles de Radio Kiskeya en date du 29 avril 2011. Madame Liliane choquée, offusquée, estomaquée, interloquée par cette nuditude et cette couillitude s'est résignée à rapporter que « *Le puissant congressman démocrate, recommande à la Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, de révoquer les visas et cartes de résidence aux Etats-Unis des officiels ayant cautionné la victoire contestée de 19 candidats aux élections parlementaires*». Pour sa part, concernant les annulations de visas ou permis de résidence en rapport avec les résultats publiés par le CEP le 20 avril, Le Nouvelliste titrait : «*Le gouvernement américain envisage plusieurs options*», dont celle de révoquer ces visas. Le lendemain le quotidien s'empressait d'y apporter « d'*importantes rectifications* ». Est-ce parce que des membres du journal auraient été menacés d'annulation de visa?

Voilà donc que maintenant les Etats-Unis ont démocratisé leurs atteintes à l'intégrité de la personne. En effet, on ne vous tord plus le bras, on ne vous prend plus à la gorge, on ne vous coince plus dans la diagonale des *kout baton*, on ne vous kidnappe plus «à l'heure où les insectes défont leurs amours violentes» (merci, Aragon), on ne vous fait plus zigouiller par des hommes ou des femmes de main, on ne vous disparaît plus, même on renonce à faire de vous de bons *zonbi manlmannan*. Non, il y a mieux : on annule votre visa à voyager aux Etats-Unis de la richesse et de la démocratie, là où beaucoup ont leurs enfants qui étudient à l'ombre protectrice de la Statue de la Liberté, là où plus d'un garde leur pognon, là ou certains font des yeux doux à Washington pour être dans ses bonnes grâces et ne pas tomber en disgrâce. En clair, on vous annule. Une indécence annulante qui vous force à l'annulation de tous vos réflexes de dignité. Avant que d'y penser, vous voilà devenu nul, vous voilà un chiffon d'homme, une chiffonne de femme, parce que *yo touche w nan pwen fèb ou : lajan w.* Grand-mère avait raison : avec ces mecs, on est bien risqué.

Le processus d'annulation de visas n'est pas la seule manifestation de l'indécence de notre Tonton. L'Oncle croit toujours pouvoir mystifier ses neveux. En effet, le dimanche premier mai, le tonton a rendu public un *tonton zen*, une tontonne nouvelle : l'annonce de la liquidation de son plus grand ennemi public, celui dont je ne citerai pas le nom d'autant que je respecte les morts, même s'ils sont des terroristes, et surtout parce que j'ai une peur bleue des fantômes susceptibles de terroriser mes nuits. Ah ! Faire attention ne signifie pas être capon, sachant même qu'une action d'éclat de Tonton a «*rendu le monde plus sûr*». M. Obama, *banm monnen* !

Mais là où le bât blesse, c'est que jusqu'à présent Tonton refuse de montrer des photos. On a bien montré ad nauseam les photos de la pendaison d'un tyran d'Irak dont je me garderai également de citer le nom par crainte d'un mauvais cauchemar. Alors, pourquoi pas celles du cadavre du Grand Ennemi ? Peut-être que dans cent ans d'ici on ouvrira les archives secrètes de la CIA. Qui sait ? Le mal existe. Le bien aussi.

Ce que j'aime avec mon Oncle, c'est qu'il a un respect sacro-saint non seulement des morts mais aussi et surtout de leur culture, de leurs croyances, de leurs mœurs. En effet, sitôt la zigouillade finie au manoir où s'était réfugié le Grand Ennemi terroriste, les mecs du Navy Seal ont pris le cadavre à bras-le-corps et l'ont embarqué dans l'un des hélicoptères à destination de son «inhumation». Pour théâtraliser l'événement inhumatoire, le mort a été débarqué sur un porte-avions, quelque part, on ne dit pas exactement où (pour ne pas déranger le mort). Et là, la dépouille a été immergée en mer, dans des circonstances pour l'heure inconnues. Un responsable de la Maison blanche a indiqué s'être assuré que le corps a été traité « selon la pratique et la tradition musulmanes ». Miséricorde !

En bon *fouyapòt* que je suis, j'ai été fouiner dans les bibliothèques musulmanes. Et voici ce que j'ai appris : « *le corps d›un défunt doit d›abord être lavé avec de l›eau savonneuse, puis de l›eau claire et enfin avec de l›eau mêlée de camphre, avant d›être entouré de trois pièces d›étoffe.* […] *L'inhumation se fait en terre, sans cercueil. La dépouille doit être placée parallèlement à la Mecque, la tête du défunt légèrement tournée vers la droite pour que son visage soit tourné vers la Kaaba, le sanctuaire sacré de la Mecque* ». La Grande Mosquée de Paris pour sa part « s›est étonnée » des informations immergeantes et non inhumantes, selon lesquelles la dépouille du Grand Ennemi a été précipitée en mer, « *ce qui serait totalement contraire aux règles sacro-saintes de l›islam* » (RMC.fr, 2 mai 2011). Indécence et impudence du plus fort. Durant le plongeon final, les mânes du Grand Ennemi ont dû sans doute crier : ce qu'on est risqué !

Pour régler ses affaires, Tonton ne manque pas d'indécence. Il vient de se faire remarquer par deux premières : l'annulation de visas pour obliger leurs détenteurs à marcher à genoux, et l'immersion de cadavre en haute mer à l'abri des regards indiscrets, *fouyapòt*, tout en prétendant respecter les pratiques musulmanes d'ensevelissement des morts.

Al oun bon Tonton !

Entèvyou ak Ronald Dauphin

Jounal Ayiti Libète te fè yon ti rankont ak ansyen prizonye politik Ronald Dauphin, kote li te esplike tout mizè ak mati li pase nan prizon depi anba men Latortue pou rive sou Préval. Malgre tout jefò avoka li mèt Mario Joseph te fè pou l te kab jwenn liberasyon, rejim bout di Preval la te kenbe l pi rèd nan Penitansye Nasyonal. Tout sa k pa bon pou youn li bon pou yon lòt enben se gras ak Goudougoudou 12 janvye 2010 la, li te jwenn libète li.

Kim: Ronald eske ou ka prezante w, di ki moun ou ye e pou ki rezon yo te arete w?

R.D.- Mwen se Ronald Dauphin, militan politik Fanmi lavalas, mwen te sekirite rapwoche prezidan Jean Bertrand Aristide. Gen yon pwoblèm ki te rive Latibonit, Sen Mak, nan yon bagay yo rele masak Lasiri, yon bagay mwen pa menm okouran sou sa ki te pase vrèman nan zòn sa a, yo te enkli mwen kòm moun yo di ki te fè pati masak Lasiri a. Men se yon bagay yo te envante paske pat janm gen yon masak Lasiri vre. E se Louis Joinet, se yon endepandan Dwazimen, ki te ale sou teren an 2 jou apre 29 fevriye, li pat jwenn anyen, li te jwenn te gen yon pwoblèm ant Balewouze ak Ramikos, 2 gwoup rival. Yo te gen yon pwoblèm, te gen omwen 5 moun ki te mouri, daprè rapò Louis Joinet.

Mwen menm alepòk mwen te nan palè. Te gen yon direktè ki te responsab dwàn Sen Mak, ki se Serge Dassy. Mwen te detache ak Serge Dassy nan Sen Mak. Lè pwoblèm sa a, se te onivo ladwàn mwen te ye avèk Serge Dassy, mwen pa konnen anyen ni deprè ni delwen sou sa ki te pase nan Sen Mak.

Prezidan an ale 29 fevriye, 1ye mas yo kidnape mwen, se te gwoup ame Guy Philip ki te kidnape mwen

Kim.- Kijan yo te arete w oubyen kidnape w menm, yo te jwenn ou ap sikile nan vil Sen Mak ?

R.D.- Non, yo jwenn mwen Delmas 33. Se yon konplo, li kanpe li pran mwen. Te gen apeprè150 moun ame ki te akonpaye Guy Philip.

KIM : Lè ou di nan Delma 33, se nan komisarya a ?

R.D.- Non, Delma 33 blòk INFRASA.

KIM : INFRASA a se kisa li ye ?

R.D.- Se pou yon ansyen militè, kolonèl Himler Rebu, se kote moun fè espò. Se devan la yo jwenn mwen, yo pran mwen. Depi lè sa, sòti premye mas 2004 jouk jounen jodi 22 avril 2011, ou ka konprann sa ba w 7tan, e jiska prezan mwen toujou anba menm soufrans lan, menm doulè yo. Defakto Latortue te pran m fè m fè 2zan. Gouvènman nou di, nou menm senpatizan, lavalas zele, ekip mwen an te monte Montana al bay Preval manda 5kan sa atestan revandikasyon nou yo nan manda sa nou te bay Preval, se te retou fizik prezidan Aristid ak liberasyon prizonye politik, yo pa respekte. Mwen fè 2zan Latortue a, mwen fè 5kan prezidan Préval la e jiska prezan l ap konte segonn pou li ale, mwen toujou nan difikilte. Pandan m nan prizon an, mwen fè yon maladi ki rele postat, mwen gen pwoblèm èni. Mwen gen doktè espesyal nan òganizasyon dwazimen ki te vin wè mwen, yo bay papye pou yo ospitalize m pou m opere, jiskaprezan sa pa janm fèt. Mwen toujou malad. E jiskaprezan se nan mawon mwen ye. Prezidan Preval pa t janm deside libere m. Amnisti Entènasyonal ekri l pou mande l pou li deside l, pou li poze aksyon pou li libere m, sa pa janm fèt. OMC te fè l, menm bagay, Human Right fè l, anyen, li pa janm reponn. Se tankou li gen yon beton ki betone nan zòrèy li pou li pa tande revandikasyon mas popilè yo ak Fanmi lavalas.

KIM : Rakonte n sa ou te pase nan prizon an, lè yo te arete w, ki kote yo te mete w e ki bò ou pase tout 7tan sa yo ?

R.D.- Lè yo pran mwen, mwen fè 2 mwa nan komisarye Delma 33. Fò m di lè yo te arete m 1ye Mas, 2 mas gen yon ekip nèg ki ta ak Guy Philip, ki te vin pran mwen vè minui, yo vire avèk mwen yo ale kay Mirlande Liberus avè m, yo ale kay Jean Robert Esthé avè m, yo ale kay Agathe Deloné avè m, yo al chèche kofrefò, y al chèche zam. Mwen pa konnen anyen nan bagay sa yo. Yo retounen avè m vè 4trè dimaten. Te gen 2 lòt kanmarad, ye te soti avè yo nan komisarya Petyonvil ki te nan machin nan, yo touye yo.

KIM : Yo touye yo kijan ?

R.D.- Nan kafou Clercine lan yo tire yo. Sa pase 2 mas 2004. Yo arete yo 1ye mas, Deplasman an fèt 2 mas a minui, yo tire 2 kanmarad sa yo, mwen pat konnen yo, se nan machin nan mwen te wè yo, je yo te bande, yo te gen sachè nwa nan je yo, yo tire yo. Men, mwenmenm yo retounen al mete m la.

KIM : Kijan ou fè konnen yo tire yo ? Ou te wè sa ?

R.D.- Mwen wè sa, yo desann avè yo, yo mete yo kouche atè, yo di y ap plede fè yo mache, yo pa vle ba yo laverite epi yo tire yo. Mwenmenm tou yo te di m, si se sinema m ap fè yo fè, y ap touye m, men te gen yon polisye ki la, se yon 14zyèm nan lapolis la ki t ap travay nan Palè Nasyonal, men lè prezidan Aristid te ale yo te vin transfere misye nan krèm e ble, li vin fè pati administratif, li vin pa nan sekirite prezidan ankò, se misye ki te la ki di non mesye. Lè nèg yo mete m atè pou y al tire m, misye te la avè nèg yo lannuit la, li di non mesye nou pa ka tire misye paske madanm li te vin rann li vizit 1ye mas, li konnen li nan prizon, non l nan kaye prizon an, nou pa ka touye misye, si nou fè sa mesye se yon erè.

KIM : yo te gentan mete w atè?

R.D.- Wi yo te gentan mete m kouche atè, mwen te kouche atè a, akote 2 lòt zanmi ki mouri yo.

KIM : Je w te bande ?

R.D.- Non yo te retire sachè a.

KIM : Donk sa se ekip Guy Philip la ki te fè sa ?

R.D.- Guy Philip, men li genyen yon direktè dwàn, yon direktè APN ki te akonpaye mesye yo. Fòk mwen di ou moun sa yo pat vle m wè vizaj yo. Men mwen te tande vwa yo paske nan lajounen yo te rann mwen yon vizit nan komisarya a. E nan aswè yo vin nan egzekisyon an. Nan lajounen yo te vin rann mwen vizit e yo te di m, « A monchè se tèlman ou tèti, Nou te pale w, nou te di w prezidan Aristide ta prale, se sa k fè Baker te voye kote w, nou te ofri w 250.000 dola meriken pou ale, ou pat aksepte ». Yo t ap voye m Equateur, mwen pat aksepte, yo di m « jodi a ou wè kote ou tonbe »

KIM : Kiyès ki t ap ba w 250.000 dola meriken sa ?

R.D.- Se direktè APN nan ki te vin bò kote m.

KIM : Men kès kòb sa se kiyès ki te voye l ?

R.D.- Se Baker avèk Andy Aped. Lè sa mesye yo te gen pwoblèm kote gen yon seri bagay yo te bezwen nan men mwen. Kote pou m ta di bagay mwen pa konnen sou prezidan Aristide, mwen di jamè mwen pa konnen anyen sou prezidan an. E malgre mwen nan prizon an, yo vin kote m nan prizon an yo vin fè m presyon yo toujou pou m di yo men sa prezidan Aristide konn fè, si m di yo, y ap lage m nan prizon. Mwen di mwen pa ka di bagay mwen pa konnen paske konsyans mwen pap anpè, paske mwen pa konnen prezidan Aristide nan jan debagay sa yo, mwen pa ka di sa mwen pa konnen. Moun ki te vin fè bagay sa, se te Yolène Jules, nan Dwazimen, NCHR, li te vini li di mwen jan bagay yo ye la, yo pap fasil pou mwen.

KIM : ki dat li te vini ?

R.D.- Li te vini rankontre mwen 1ye mas menm. Menm jou a. Li di mwen li gen delegasyon pouvwa pou sa, y ap ban mwen lajan, men alaverite li pa te di konbyen lajan y ap ban mwen. Li te di y ap ban mwen lajan e y ap fè mwen jwenn viza ak pitit mwen, madanm mwen, y ap voye Equateur. Men yo konnen prezidan an te ban m fè anpil bagay, se pou m di yo. Pi gwo bagay yo t ap chèche nan men m se te pou m te di mwen okouran prezidan Aristide ki tiye Amiot Metayer Gonayiv. Se sa yo t ap chèche nan men m. Mwen di yo mwen pa konnen. Epi Yolène di m « ou la pou kèk tan wi, se sa sèlman yo bezwen nan men w ». Mwen di mwen la pou tout tan paske mwen pa ka di sa mwen pa konnen. Ou pale a vèti de koz, sa ou konnen.

Ansyen prizonye politik Ronald Dauphin

KIM : E ki ran ou te nan USGPN ?

R.D.- Non se te nan USP m te ye.

KIM : E ki grad ou te nan USP ?

R.D.- Alepòk, depi ou te nan USP, ou te enspektè. Mwen te nan USP a, men prezidan an te detache avèk yon pwòch li ki se Agathe Delonè ki te chaje misyon. Ou konnen chaje misyon prezidan an se moun k ap rankontre tout manm òganizasyon popilè pou fè mobilizasyon, pou kapab mete estrikti pou mete fanmi nan kanpe. Yon moun ki chaje misyon se yon moun ki gen gwo responsablite. Donk se mwen ki te detache avèk madanm sa Agathe Deloné pou fè tout pakou yo avè l, ni lè li nan lari, li lè li nan palè. Se wòl sa mwen te okipe anndan an. Donk si mwen okipe yon wòl konsa, ou pa ka ap mande m bagay sou prezidan an. Prezidan an konn soti mwen pa menm konnen menm, prezidan an konnen soti mwen pa avèk li. Se avèk yon moun yo mete m detache. Si m detache ak yon moun ki chaje misyon prezidan, gen bagay mwen pa ka konnen sou prezidan an. Ou pa ka mete presyon pou m di sa mwen pa konnen sou prezidan. Mwen pa kapab konnen, Mwen se yon katolik. E nan katolik la gen yon prensip, mwen se yon kwayan, e se kwayans sa a mwen genyen nan Bondye ki fè jodi a mwen pa mouri. Kwayans mwen gen nan Bondye avè nou menm nan entènasyonal la ki kanpe la avèk mwen paske yo toujou pè manyen m nenpòt ki fason. Menm lè yo rive pou fè atak, yo fè atak pou ban m piki, yo fè atak pou ban m sewòm. Toujou gen yon pwen dentèwogasyon. Yo di a moun Human Right sa yo, moun Amnisti Entènasyonal sa yo, moun NCHR sa yo. E m toujou gen gwo vizit Human Right, m konn gen 10. 15 blan ap debake, yo vrèman entimide. M kwè se youn nan rezon sa yo, se jan de bagay sa yo ki fè yo wè se pa nenpòt moun yo ka pran yo koupe gòj li. Paske yo fè plizyè atak. Yo di mwen vin yon pyè dachopman pou yo, mwen vin yon eleman jenan pou yo.

KIM: E se toujou nan kesyon Lasiri yo t ap pale?

R.D.- Se sa , se toujou kesyon Lasiri.

KIM : Kisa ou menm ou konnen sou sa ki te pase nan Sen Mak ?

R.D.- Mwen telman pa konnen...

KIM : Kisa ou te asiste ou menm ?

R.D.- Sa mwen menm mwen te asiste, pandan mwen te nan ladwàn Sen Mak, te gen yon Rami Cross ki t ap travay nan dwàn nan. Men ou konnen Balewouze te nan APN al Ladàn na, Balewouze te direktè APN nan epi nèg Rami Cross yo fin gen yon fristrasyon kote gen ladan yo ki pèdi jòb yo nan APN paske mwen pale egzakteman sa mwen konnen. Gen de anplwaye nan sen Rami Cross ki pèdi jòb yo nan dwàn nan ak APN yo vin fristre. Lè sa yo vin monte yon blòk anfas Balewouze. Donk konfli ki te genyen an se te yon konfli jòb nan vil la, se yon konfli jòb, APN, Teleko, LONA, Ladwann, se yon konfli jòb ki vin debouche sou sa ou wè la a.

KIM : Donk antre yo menm te gen yon sòt de batay antreyo men se pat yon masak, se te plis yon goumen?

R.D.- Lè ou pale sou masak, se santèn, se kanaj. Louis Joanet pi gwo ekspè nan dwa moun, 2 jou apre li ale sou teren an, li fè konsta li fè, li di se 5 moun ki mouri. Ant 2 gwoup rival, gen yon batay pou se 5 moun ki mouri. Lè yo di gen 150 moun ki mouri lè ou mande kote ak desè yo, yo di w chen manje yo. Menm Louis Joanet di chen sa yo gen anpil apeti pou yo gentan manje 150 moun ki mouri. Donk se konsa, men tout sa yo se pou detwi prezidan Aristide.

Aswiv

Quel comportement les médias doivent avoir face aux violences sexuelles en Haïti?

Le jeudi 28 Avril 2011, un atelier s'est tenu a l'Hôtel le Plaza au cours duquel des journalistes ont élaboré sur le thème : *« Les reportages des médias, relatifs aux violences sexuelles contre les femmes et les filles en Haïti.»* L'objectif de cet atelier de travail était d'entretenir des discussions avec les travailleurs de la presse et de leur proposer les meilleurs techniques et les balises à l'adresse des reporters travaillant dans ce domaine qui tend à prendre une dimension insupportable dans les camps des déplacés internes, suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Avant le tremblement de terre, il y a eu de cas isolés de viols, mais depuis le séisme, les femmes et les filles qui ont été obligées de se réfugier dans de vastes abris provisoires construits avec des tentes en vinyle, en nylon ou en canevas sont systématiquement exposées à des violences sexuelles. Alors il s'est développé un nouveau phénomène en Haïti : le viol ou encore le « Kadejak » sur les femmes et filles.



Jayne Fleming, avocate étasunienne qui a déjà effectué sept (7) voyages en Haïti depuis mars 2010, expliquant ce qui la conduit à prendre cette initiative et son implication dans ce nouveau phénomène au bénéfice des femmes et des fillettes victimes de viols en Haïti.



De gauche à droite : Me. Privat Précil, la journaliste, Michelle Karshan et Clarens Renois

Apres le séisme du 12 janvier, on a enregistré 1,500 à 2000 cas de viol, cela fait en moyenne 125 à 160 cas par mois, selon Me. Privat Précil.

Cet atelier de travail a été dirigé par des avocats étrangers et haïtiens, des journalistes avec la participation d'une représentante du Ministère des conditions féminines et aux droits de la femme. Jayne Fleming, avocate étasunienne qui a déjà effectué sept (7) voyages en Haïti depuis mars 2010, expliquant ce qui la conduit à prendre cette ini

Suite à la page (16)

Répression de la presse et de la dissidence politique sous le régime de Jean Claude Duvalier

À travers son réseau complexe de forces militaires, paramilitaires et policières, dont le travail consistait à réduire au silence toutes les voix indépendantes ou d'opposition, le gouvernement de Duvalier restreignit sévèrement les libertés d'association, de réunion et d'expression. De manière répétée, le gouvernement fit fermer des journaux et des stations de radio indépendants. Des journalistes furent passés à tabac, emprisonnés et contraints de quitter le pays. En dépit des promesses de libéralisation formulées par Duvalier, l'agression physique et l'arrestation, en décembre 1977, de Bob Nérée, rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'opposition *Jeune Presse*, démontra que l'évolution du gouvernement vers la libéralisation n'était qu'illusoire.

En septembre 1979, des journaux rapportèrent que « la terreur de Duvalier » enserrait Haïti, et que Duvalier avait lâché ses Tontons Macoutes « comme un avertissement à tous ». Au cours des trois premières semaines de septembre 1979, deux cents personnes ont été indiquées comme ayant été arrêtées et la police secrète captura, passa à tabac et emprisonna les responsables de partis politiques récemment créés. Selon la presse, le gouvernement interdit aussi *« à la presse et à la radio, de plus en plus indépendantes, de rendre compte des arrestations et de tout autre grief à propos des meurtres et de la brutalité des Macoutes à travers le pays »*. Duvalier aurait par ailleurs appelé les VSN, les éléments de sa force paramilitaire, à être « prêts à se battre pour défendre » son gouvernement. Dans un discours prononcé le 22 septembre 1979, à l'occasion de la commémoration du 22e anniversaire du régime Duvalier, ce dernier déclara qu'il ne tolérerait aucune critique subversive. Le même jour, il fit référence aux VSN comme sa « première ligne de défense », déclarant : *« Hommes et femmes de la milice, vous êtes la cheville ouvrière de mon gouvernement, la force principale sur laquelle je me fonde moi-même »*.

Le 9 Novembre 1979, préoccupée par la nouvelle rhétorique de Duvalier, la Ligue haïtienne des droits de l'homme organisa une réunion pour discuter de l'état des droits humains en Haïti. Dans ce qu'allait être connu sous le nom de « Vendredi noir », une unité des Tontons Macoutes, armée de pistolets, de couteaux et de barres de fer et criant le nom de « Jean-Claude Duvalier » interrompit violemment la réunion, s'en prenant à certains membres de l'assistance, y compris à des représentants des États-Unis, de la France, du Canada et de l'Allemagne de l'Ouest. Un délégué politique américain, Ints Silins, fut vivement giflé au visage. Le responsable de la Ligue des droits de l'homme, Gérard Gourgue, ainsi que son épouse et sa fille, furent également frappés. Georges Michel, journaliste à Radio Métropole, dut être hospitalisé pour blessures à la tête. Un communiqué du gouvernement déplora ensuite l'incident tout en niant y avoir été impliqué, et l'attribua à *« une bagarre entre les personnes présentes (…) qui découle des opinions exprimées lors de remarques introductives et qui n'étaient pas partagées par le public »*.



Roger Lafontant



Jean-Claude Duvalier

Au cours de ses dernières années, le gouvernement Duvalier recourut de manière croissante à la répression afin de contenir la montée de l'opposition et l'émergence d'une presse libre. En 1980, la loi sur la presse fut amendée afin de *« prévoir des peines de 1 à 3 ans d'emprisonnement pour les membres de la presse coupables d'« offenser le chef de l'État ou la Première Dame de la République » de « se livrer à tout attaque contre l'intégrité de la culture populaire »*. Cette loi imposait par ailleurs aux journalistes de se faire enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur, de soumettre 72 heures à l'avance toute publication au ministère de l'Intérieur.

Après la rafle du 28 novembre 1980, la répression de la presse se poursuivit. En 1982, un présentateur de Radio Métropole fut contraint d'interrompre ses émissions, tandis que des journalistes qui tentaient de produire une lettre d'information politique furent arrêtés et interrogés, avant de recevoir une mise en garde leur enjoignant d'interrompre leur initiative. En 1984, le ministre de l'Intérieur, Roger Lafontant, diffusa un communiqué pour rappeler à la presse qu'elle devait nécessairement obtenir une autorisation avant de créer une nouvelle publication, tout manquement aux procédures prévues par la loi sur la presse se traduisant par l'interdiction de leur publication par le gouvernement.

Malgré ces mises en garde, la presse s'efforça de continuer à couvrir les émeutes provoquées par les pénuries alimentaires qui éclatèrent dans plusieurs villes en 1984. Mais des journalistes furent arrêtés, interrogés et, dans certains cas, torturés. Pierre Robert Auguste, rédacteur en chef d'un journal local, subit un interrogatoire pendant 40 heures par la police, avant d'être passé à tabac et ses doigts brisés, en présence du ministre de l'Intérieur et du chef de la police. À la fin de 1984, environ trente-cinq intellectuels qui avaient pris position contre la corruption du gouvernement furent raflés puis emprisonnés. Détenus sans motif, ils furent finalement libérés en avril 1985. Les conditions d'emprisonnement s'améliorèrent légèrement après la période où des dizaines de prisonniers trouvèrent la mort à Fort Dimanche. Un médecin emprisonné fut frappé jusqu'à perdre conscience pour avoir tenté de soigner un codétenu souffrant d'une maladie gastro-intestinale.

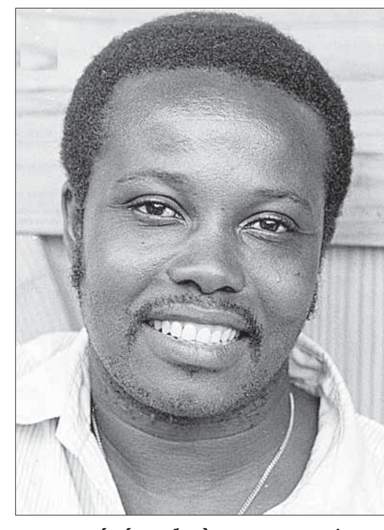
Rapport Human Rights Watch
Haïti, un rendez-vous avec l'histoire
Les poursuites contre Jean Claude Duvalier

Qui va donner l'amnistie à Micky Martelly?

Par Castro Desroches

En juillet 1993, le Révérend Père Jean-Marie Vincent accordait une interview au journaliste et cinéaste américain Kevin Pina. Au cours de cette entrevue, il a accusé Michel Martelly de participation aux Escadrons de la Mort dans le cadre de la vague de répression qui a accompagné le coup d'État de 1991. Grave accusation que nous n'avons pas voulu prendre à la légère. M. Pina a eu la courtoisie de confirmer pour nous le témoignage qu'il a recueilli du prêtre. Témoin gênant des exactions des forces militaires et paramilitaires, Père Jean-Marie a été mitraillé le 28 août 1994 à l'entrée de sa résidence de Turgeau. A moins de deux mois de la fin du putsch, il fallait le faire taire à tout prix. Près de dix-sept ans plus tard, son sang généreux clame et réclame encore justice.

Le silence est d'argent et la parole d'or. Pro/verbe à l'envers des mots. Les maux passés, présents et à venir. Amoureux irrésistible des fleurs du flamboyant, je fais fi des mots moroses et de la langue de bois. Je prends langue avec la réalité et reste sourd aux subtiles, inutiles et indécentes invitations du silence. Echos effrayants et assourdissants de mes souvenirs d'écolier. La peur est sortie de ma vie sur les mers démontées du grand large. Images multicolores : bleu, kaki, rose, fauves lâchés dans la nature de la bête. En l'absence de mon maître Raymond Philoctète, je fais l'école buissonnière avec mon ardoise et mon cahier d'écriture. Buissons ardents. Catastrophes naturelles et politiques aux proportions apocalyptiques. J'efface les ratures dans les marges du souvenir. Je gomme la gourme de l'oubli. Je fouille/apporte les coupures de journaux et froisse parfois les susceptibilités nécessairement à fleur de peau. Pots de fer, pots-de-vin, pots de nuit. Pays réduit à une peau de chagrin dans la nuit des temps modernes. Il ne faudra plus confondre les pissenlits avec les roses. Ceux qui pissent en public sur la paille déjà humide. Sur mes étalages du Bord de Mer, je vends gratuitement aux enchères un bataclan de poupées de luxe pour exorciser les vents violents du naufrage national. Je prends la liberté de faire cette petite chronique dans la clinique des enfants sanglants de Papa Doc. Clic, déclic, cliquetis de mots. Je fais feu de la chaleur de vos yeux. Je ne vous connais même pas, mais je vous devine pourtant si bien. A l'envers du décor, ces mots émotifs s'adressent seulement à vous qui avez des yeux pour écouter et des oreilles pour voir. Aujourd'hui, nous n'allons pas causer au sujet des bains de chance aux Sources Puantes avant les bains de foule de la campagne électorale. Nous n'allons pas parler de cette fabuleuse histoire d'amour qui s'est déroulée à Plaisance et à Sources Matelas. Nous n'allons pas babiller autour du retour de Baby Doc. Nous allons prendre le taureau par les cornes. Nous allons emprunter les gants du matador superbe, pour aborder une histoire de sang qui s'est passée il y a près de vingt ans. Percer le mystère de l'absence de mémoire sur un passé aussi récent. Une bougie de cinq centimes pour entrer dans les arcanes de la bête et faire le jour sur sa manière de bouger et de mugir. Et cette mégalomanie qui perce déjà sous sa carapace de dur à cuire. Alors, on y va…


Le Révérend Père Jean-Marie Vincent mitraillé le 28 août 1994 à l'entrée de sa résidence de Turgeau

Fin de 1991. Haïti est à l'article de la mort sous la botte néo-fasciste. Partisans et sympathisants de l'ordre constitutionnel sont en état de choc dans l'État sauvage établi par les militaires macoutes. Ceux qui n'ont pas pris la poudre d'escampette marchent sur des barils de poudre à Port-au-Prince. Que faire ? Prendre à la lettre les vaines promesses des « pays amis d'Haïti » ? Suer sang en attendant d'atteindre l'oasis de l'Eau EA ? Mirage. La longue traversée du désert venait à peine de commencer.

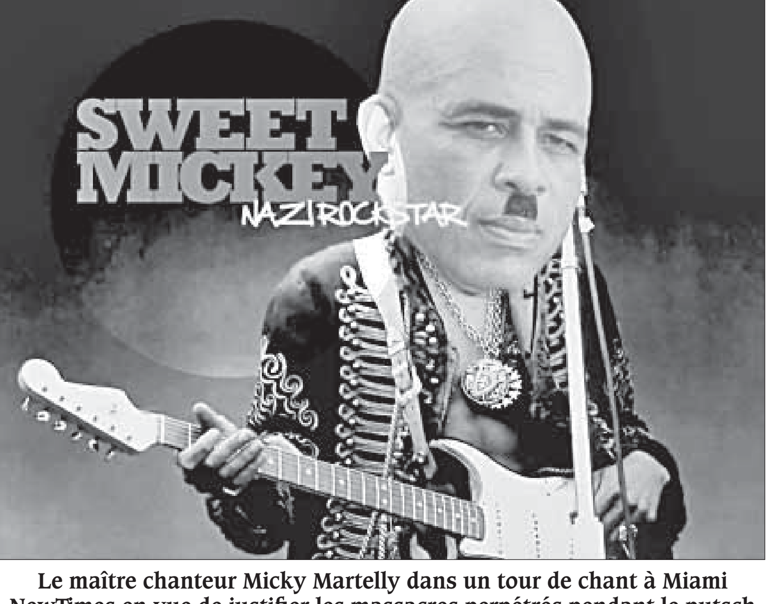
Un long article publié à Miami NewTimes News le 29 mai 1997, permet de revisiter le lieu du crime à travers les confidences d'un participant privilégié : Micky Martelly. Ceux qui « croient croire » qu'il n'a pas d'expérience politique se trompent. Il est Tonton-Macoute depuis 35 ans et il a été à la hauteur de sa réputation pendant et après le coup d'État.

Le Père Jean-Marie Vincent était débordant de vie et de vitalité lorsque je l'ai rencontré à Miami au début des années 90. La tête pleine de projets pour la promotion économique des paysans. Il travaillait aussi d'arrache-pied pour que les maniaques de la gâchette arrachent leur manioc. A Port-au-Prince et en province, les balles à tête chercheuse chantaient la mort au rythme endiablé de la musique de Micky Martelly. Concerts publics. De concert et de mèche avec les militaires. « Les gens m'associent automatiquement au régime militaire. Je n'ai pas à me défendre. Vous voulez que je sois un de facto. Je suis un de facto. C'est mon droit. C'est mon pays. Je peux me battre pour n'importe quelle cause à laquelle je crois. » « Grenadiers à l'assaut ! » Pourtant, son visa à lui n'a jamais été révoqué pour menaces terroristes contre des citoyens américains et obstruction à la politique officielle des États-Unis en Haïti. Politique de double jeu et de double mesure.

Devoir d'assistance à pays et personnes en danger de mort ? Temporisation. Navette des émissaires de l'OEA entre nulle part et ailleurs. Le pays capotait dans l'enfer de Dante Caputo. Va et vient entre concessions et compromissions. Conciliabules. Dilatoires. Solution proposée : un gouvernement de cohabitation entre bourreaux et victimes. Il faut donner du temps au temps pour achever le travail de répression. Georges et Antoine Izmery, Ministre Guy Malary, Père Jean-Marie Vincent. De toutes petites instructions bien ficelées auraient suffi à Cédras pour prendre la fuite : Autant ! Suspends ton vol et tes crimes ! Le tribunal international t'attend ! Les putschistes ne sont pas très brillants mais ils savent lire le danger lorsqu'ils le voient de près.

Campagne de terreur. Port-au-Prince, métropole de la peur. La mort partout avec vous. C'était le temps du massacre et les fantassins attendaient le prêtre au carrefour sanglant de la fatalité. Heureux bénéficiaires des retombées du vide laissé par le renversement du gouvernement constitutionnel, les militaires, les tortionnaires et les réactionnaires de tout poil faisaient la fête. Orgie de sang et d'argent sale. Micky Martelly était en bonne position pour clamer dans l'une de ses chansons : « Je suis millionnaire ! »

Constantes frappes du FRAPH de Toto Constant et des affreux jojos de Jodel Chamblain. Viols. Violences aveugles. Boucherie à la machette. Se sachant intouchables, les assassins documentaient leurs propres crimes. Des milliers de pages compromettantes et de photos trouvées dans les archives des tueurs. Documents sinistres rapidement séquestrés par l'armée américaine. Les barbouzes de l'Anti-gang s'emballaient. Silence ! On tue. Les balles chantaient la mort dans le grand bal des adieux. Micky Martelly mettait les fourmis dans les jambes des militaires. Michel François mettait le maillet dans les jambes de la foule. Tandem de choc. The dream team. The dynamic duo. A eux deux, ils faisaient la pluie et le mauvais temps. Et, le prêtre fut emporté par la grande vague de sang.



Le maître chanteur Micky Martelly dans un tour de chant à Miami NewTimes en vue de justifier les massacres perpétrés pendant le putsch militaire de 1991-1994

« Abattez-le ! » Tel fut le cri d'un policier à la rue du Centre. Sans m'en rendre compte, je venais de commettre un crime de lèse-militaire : une infraction de la circulation. Le ripou insistait pour que j'arrête la voiture au milieu de la route et moi je lui demandais calmement l'autorisation de dégager la voie. Menace de mort du chômeur armé. Saisie arrogante de mon permis de conduire. Bien conduire, c'est bien se conduire. Je gardai mon sang-froid. Je voulais conserver tout mon sang à l'intérieur de mon corps. Le sang perdu ne se rattrape jamais.

C'était ça, l'atmosphère de haute tension à Port-au-Prince. Il y avait de l'électricité dans l'air en dépit du black out. Armés jusqu'aux dents, les militaires exhibaient des dents de Charles Oscar. Comme des fauves lâchés dans la nature. Engagés dans la chasse à l'Homme. Quelques semaines plus tôt, ils avaient mitraillé près de chez moi Radio Haïti Inter au cours de la nuit du coup d'État. Déchainement de violence sur l'enceinte de la station porteuse de l'enfant de la Démocratie. C'était Jean Dominique que l'on assassinait déjà par immeuble interposé. Au petit matin, les rues de l'autoroute de Delmas étaient émaillées de douilles de balles laissées par les andouilles de Cédras. J'ai vu de près les tueurs dans leurs pick-ups célébrant la victoire sur l'autoroute de Delmas. La voie était ouverte à tous les abus et à tous les obus.

Est-il possible à un criminel de donner l'amnistie à un autre criminel ? C'est la question que l'on se pose depuis cette interview que Micky Martelly a accordée le 18 avril dernier au journal La Presse de Montréal; interview au cours de laquelle il entrevoit d'accorder l'amnistie à Baby Doc. A Port-au-Prince, le casier judiciaire de Duvalier est déjà bien rempli. Au moins une vingtaine de plaintes pour crimes contre l'Humanité. Avec en bonus une kleptomanie bien documentée. Et cela sans compter la Lex Duvalier en Suisse. Avec Micky Martelly, on s'apprête donc à avoir une grande première internationale : l'amnistie sans jugement. Conflit d'intérêt flagrant : Gervais Charles, avocat de Baby Doc est conseiller officiel de Micky Martelly. Son nom figure même sur la courte liste des candidats à la Primature. Avant de prononcer l'amnistie de Baby Doc, Micky Martelly devrait obtenir l'amnistie pour son propre compte. Accusation de participation aux Escadrons de la Mort. Complicité « intellectuelle » ouverte à la perpétration de crimes contre l'Humanité. Apologie de la dictature militaire. Obstruction au retour à l'Ordre Constitutionnel. Amnistie ? Amnistie bien ordonnée commence par soi-même.

Le Père Jean-Marie Vincent ne pourra pas participer au procès de Micky. Dans un monde plus juste, il aurait certainement eu la consolation de voir Micky Martelly « marré » comme un crabe au banc d'accusation. Malheureusement, c'est la Justice haïtienne qui est assisse aujourd'hui sur un banc de sable. Les vagues successives de sang sont venues tour à tour effacer les noms des assassins. Ils ont tous été promus pour services rendus à la réaction. Celui-ci est Sénateur. Celui-là est garde du corps de Baby Doc après une « amnistie » nuitamment perpétrée sous le règne de Latortue. Et l'autre est devenu Président. On dira ce qu'on dira, en Haïti l'impossible est non seulement possible mais toujours très probable.

« Un coup d'État, ce n'est pas la fête. Un coup d'État c'est un coup d'État. » Tautologie en souvenir de Toto Constant. C'était le maître chanteur Micky Martelly dans un tour de chant à Miami NewTimes en vue de justifier les massacres perpétrés pendant le putsch militaire de 1991-1994. Refrain de la chanson : coup d'État. Si Micky savait lire, il aurait pu citer Augusto Pinochet : « Parfois la Démocratie doit être baignée dans le sang ». De Baby Doc à Micky Martelly, l'ignorance est tout simplement « encyclopédique ». C'est la force brute. Tentation totalitaire. Condition de constate excitation lorsqu'il est confronté à la contradiction. C'est ce qui explique ce penchant particulier de Micky à proférer des menaces de viol sur la personne des musiciens qui ont osé dans le passé faire acte de présence dans sa chasse gardée : le public captivé et rongé par les vers roses du dévergondage. Soutien, pantalette, perruque, paire de talons quiquites. On est si habitué à voir Micky en tenue de travesti qu'il est devenu maintenant indécent en complet-veston. Il devrait peut-être écouter le conseil de l'oncle Price-Mars : « Soyons nous-mêmes. »

Comme si les crimes du coup d'État ne suffisaient pas les Zombis et les Zobops de l'Armée défunte se préparent à revenir sur la scène le 14 mai pour inaugurer une nouvelle ère de danse macabre. Ils entendent récupérer « leurs anciennes casernes », leurs « équipements » et leurs « outils » en vue d'apporter leur contribution à la reconstruction de l'État sauvage.

Will Martelly Really "Change the System" ?

By Yves Pierre-Louis

Upon returning from his three day trip to the U.S. last week, President-elect Joseph Michel Martelly summarized the different meetings he had during a press conference last Tuesday, Apr. 26.

In his presentation, Martelly contradicted statements he had made only shortly ago, such as about the Haitian Army's restoration. "*On the matter of the country's security, when journalists asked us, we said that we were going to establish a force which will be called the Nation of Haiti's Territorial Defense Force,*" Martelly said. "*It could cost between $10 to $15 million as opposed to the MINUSTAH [U.N. Mission to Stabilize Haiti] which costs $864 million. We all know that MINUSTAH was supposed to be something provisional, isn't it?*"

However, just a week earlier, Martelly had said that he wanted to create a "*modern army.*"

"*We need a modern army, with a solid corps of military engineers, ready to respond to natural disasters,*" he said. "*MINUSTAH's presence on Haitian soil means there is a need to create a force to keep peace, unless we want to propose that MINUSTAH remains forever.*"

U.S. Ambassador to Haiti Kenneth Merten said on Radio Métropole on Apr. 27, that the question of re-mobilizing the Haitian army was not raised at Martelly's meeting in Washington, DC with U.S. Secretary of State Hillary Clinton.

In any case, Haiti's new president, who will take office on May 14, has made it clear that he aims to restore the Haitian Army, which repressed and committed many atrocities against the Haitian people during the 29-year Duvalier dictatorship.

The idea of reconstituting the Army has been met with protest in different parts of the country. Around the capital and its surrounding regions, one sees graffiti which reads "*Down with the Ninja Army!*", a reference to the paramilitary corps of bourgeois who theatrically dressed as black-masked Ninjas to terrorize the Haitian people during the 1991-1994 coup, which Martelly supported. Other graffiti reads: "*Down with the bone-breaking (kraze zo) Army! Down with the subservient (restavek) Army! Down with the suck-butt (sousou) Army! Down with the bourgeois Army!*"



Haitian President-elect Michel Martelly received a warm welcome from U.S. Secretary of State Hillary Clinton in Washington last week, suggesting that the "change of system" he is promises for Haiti will be far from progressive

These slogans indicate that the population would not be hostile to a revolutionary army which would protect the country against foreign invaders like the U.S. which has intervened and militarily occupied Haiti three times in the past century. Instead, the Army which Martelly proposes would be an extension of the foreign occupation troops, like the Haitian National Guard set up by U.S. Marines as a proxy force to guard U.S. interests after their withdrawal from Haiti in 1934 after 19 years of occupation.

Progressive popular organizations which have opposed both MINUSTAH's occupation and the Haitian Army's restoration say they are preparing to sponsor debates and teach-ins to educate the public about the true purpose of the project to bolster the repressive state apparatus which will only be used to enforce the ruling class' exploitation and repression of the masses.

Meanwhile, during his meetings in Washington with heads of international financial institutions, Martelly said he asked for loans for economic recovery to remove the Haitian people from poverty. He stated naively that Haiti falls in the category of "*insolvent*" countries receiving far more donations than loans.

"*At the InterAmerican Development Bank and the World Bank, we spoke of the need to restructure how the aid comes into the country,*" Martelly said. "*We also spoke about the need for Haiti to be able to borrow more than the $200 million that they give us each year. That little bit of money is good, but it's not enough to get us out of where we are. There is no country on earth which can construct its infrastructure which will allow the economy to take off if it doesn't have the possibility of borrowing money. We insisted on this a lot.*"

The Haitian economist Camille Chalmers does not share Martelly's fantasies about Haiti's debt and economic recovery. For PAPDA's Executive Director, Haiti is not insolvent. Haiti continues to service its debts despite its disastrous situation after the Jan. 12, 2010 earthquake. Most loans are tied to requirements by financial institutions as part of an economic policy of domination. "*International financial institutions are more interested in lending money than the country requesting a loan,*" Chalmers explained. "*The logic is to use loans to put pressure on political leaders to force them to take actions that enhance the penetration of multinationals, the country's dependence and control of its strategic resources, and privatization of public enterprises. One must not get it in their head that the loans are given to create development to combat poverty. They are given according imperialism's and its transnational corporations' agenda for global domination.*"

At the press conference, Martelly also spoke of "*changing the system.*" What "*system*" is he talking about? "*I campaigned to change the system and I guarantee that we will do everything to change this system which, for over three decades, has impeded progress,*" he said.

He talks about some sort of systemic change, but his words are completely empty of content, especially when he, at the same time, advocates restoring the Haitian army which perpetuated the established "*system*" for decades.

Some say the "*change of system*" of which Martelly speaks is simply the transfer of political power from below upwards.

Martelly also met with the UN Secretary General's representative in Haiti and head of the MINUSTAH, Edmond Mulet, on Apr. 27 at MINUSTAH's headquarters in Pacot. The objective of this meeting, supposedly, was for Martelly to have a better understanding of the UN mission. Martelly said he used this meeting to share his incoming government's road-maps for strengthening the rule of law and security, particularly strengthening the capacity of the Haitian National Police (PNH) and re-establishing the Haitian armed forces.

Other important issues reportedly raised by Martelly included reviving the economy, the current political situation, including the issue of disputed elected officials in the second round, the next parliamentary elections, local elections of 2011, the constitutional amendments in progress, and the relocation of the earthquake victims, who are still living in tents.

For his part, Edmond Mulet claimed that MINUSTAH's main mission is to help guarantee a certain level of stability and security in the country, which was important to attract international investment, to establish the rule of law, and to "*correct the institutional weaknesses.*" But over the seven years that MINUSTAH has been in Haiti, the Haitian people's political, economic, and social security has never improved. It tends to get worse every day.

Clearly, Martelly's statements about "*changing the system*" appear to be simple demagogy, especially when he is proposing to reinstate the Army. Systemic change would require a complete break with a mode of production and relations of production that have existed in Haiti since its independence in 1804. It would mean addressing the on-going struggle between large landowners (Grandon) and small farmers, between bourgeois bosses and their workers, between exploiters and exploited, between the dominant and the dominated.

The illegal, U.S.-orchestrated way Martelly came to power and his background of supporting anti-democratic coups both strongly suggest that the "*change*" he might bring will not benefit the masses. It will more surely be an attempt to rollback the people's gains since 1986. After all, Martelly has declared that Haiti "*has been on the wrong path for the past 25 years,*" which was when the Duvalier dictatorship fell. Is it a coincidence that Martelly looks forward to having recently returned dictator Jean-Claude Duvalier as one of his advisers? What kind of "*change to the system*" will Duvalier suggest to his protégé?

Joyeuse F

Bethesda Variety Boutique
Fashion Clothing & Accessories
CD • DVD • Cosmetics
• Christian Books
Solange Louissaint
1388 Flatbush Ave., B'klyn, NY
917-753-4391

Phil Multi Services
Insurance Specialists
Auto •Home •Flood
Commercial • Life
17 S. State Road 7
Plantation, FL
954-584-1817
954-234-0856

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York



Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345

Guarino Funeral Home



9222 Flatlands Ave
Brooklyn, NY 11236
718-257-2890

CHERY'S BROKERAGE
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-8229

NEW BONNY'S TAILOR SHOP
2720 Farragut Road
(between Flatbush & E. 28th St.) Brooklyn, NY 11210
718-532-0080

FADKIDJ Variety Store
Denis & Joujou
8272 NE 2nd Avenue Miami, Fl 33138
305-757-4915

JJ's Fritaille
Griot • Tassot • Cabrit • Acra
4021 Glenwood Road
(corner of Albany Ave.)
Brooklyn, NY 11210
347.636.2850

Dr. H. Claude Douze
1881 West Oakland Park Blvd.
Fort Lauderdale, FL 33311
Phone: 954-739-9009
Cell: 954-600-1212

I & Z PC World
• Computers • Repairs • Support •
• Free Estimates •
1777 Nostrand Avenue
(between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
718.284.8228

EKONO INSURANCE
Gasner Anilus
11626 NE 2nd Avenue Miami, FL 33161
305-757-6767

YC Shipping
Door to Door in Haiti
1796 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-826-2675
917-704-0021

LEGACY AUTO SCHOOL
1976 Nostrand Ave,
Brooklyn, NY 11210
718-859-2200

Sonny Sounds Records
5903 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
305-216-3076

COLIMON EXPRESS SERVICES
30 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-754-0232

Cargo Express TRANSPORT
Shipping
Willio Jean Baptiste 628 Parkside Avenue Brooklyn, NY 11226
347-219-1369

Elicie Fashion
Supply & Beauty Salon
11882 West Dixie Highway
Miami, FL 33161
305-893-3609
305-303-4325 cell

Piman Bouk Restaurant
Voltaire
5961 NE 2nd Ave
Miami, FL 33137
305-759-6805
786-487-7870 cell

MIZIK DEPOT
Bazile Jean-Berthol
13170 N.W. 7th Avenue
Miami, Fl 33168
786-285-2313

JETCO
Cargo Services
3717 Church Avenue Brooklyn, NY 11203
(718) 856-2500

Expedite Care Pharmacy
"Nou pale kreyòl"
Medicaid, Medicare, Free pick-up & delivery
2283 Nostrand Ave. (Corner Ave. I)
Brooklyn, NY 11210
718-758-0800

GLENWOOD TIRE SHOP
4405 Glenwood Road,
Brooklyn, NY 11203
718-434-0108

Au Beurre Chaud Bakery
(Chen Enterprises)
Marie & Lesly
1625 Nostrand Ave. Brooklyn, NY 11226
718-940-4332

ALPHA CAR & LIMO INC.
1113 EAST 34TH STREET
BROOKLYN, NY 11210
718-859-2900
DRIVERS NEEDED NOW!

TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT
Fine Haitian Cuisine
819 5th Street
Miami Beach, FL 33139
305-672-2898





Your Personal Shipping Solution to the Caribbean & Beyond
We sell empty barrels & commercial bins
1398 Flatbush Avenue, Brooklyn, NY 11210
718.434.8500
Email: sales@MITFreight.com

Dieuveille Accounting & Tax Services
8226 ne 2nd Avenue
MIAMI, FL 33138
305-757-7131

THE LAMBI FUND OF HAITI
P.O. BOX. 18955
WASHINGTON, DC 20036
202-833-3713
786-473-5889

Fête des Mères 2011

LOUINIS ENTERPRISES & REALTY
• Residential • Commercial • Apartments
Ernst Louinis, Lic. Broker/Owner
2092 Nostrand Ave., B'klyn, NY
347-393-9403 cell

DR. JOEL H. POLIARD
5000 NE 2ND AVE MIAMI, FL 33137
305-751-1105

GRENADIER BOOKS
Livres - CDs - DVDs - CAM Transfer
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-0162

Best Grilled Chicken & Fish
2925 Avenue H
Brooklyn, NY 11210
(718) 421-1640

IRS PROBLEMS?
Back Taxes, Corporations
FRANTZ BOISSON, EA
Licensed by US Treasury Department
(718) 462-2085

Planet Lakay Restaurant
854 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
347-299-0499

VIRGILE'S
TUXEDO & BRIDAL SHOP
Rent & Sales for all Occasions
8210 N.E. 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-757-4822
701 N.E. 13th Street,
Fort Lauderdale,
FL 33304
954-760-4142

INTERLINK TRANSLATION SERVICES
Florence Comeau 832 Franklin Ave
Brooklyn, NY 11225
718-363-1585

Elie & Associates Multiservice
7424 NE 2nd Avenue Suite 3
Miami, FL 33138
305-758-2008
786-487-9131
Cell: 305-762-2757

Chaco Shipping
Fedex • DHL • UPS • AmeriJet
Full Disclosure
Video Games & DVDs
2916 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-282-9372

Solide Rocher Restaurant
Myrlande & Dina Surin
3011 Beverly Road
(entre Nostrand & E. 31st)
Brooklyn, NY
347-425-0661

BG L'Auberge Creole Restaurant & Bakery
1366 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-484-3784 & 3785

Haitian Centers Council
Dr. André K. Peck, New Executive Director
123 Linden Boulevard, 3rd Floor
Brooklyn, NY 11226
718-940-2200

Marc Tire Shop
718-434-9069
2916 Farragut Road
Brooklyn, NY 11210

Rapid Immigration & Tax Services
1919 NE 168th Street &
13049 W. Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

GROWING ROOSTER ARTS
Videos, CDs, DVDs
100 Lafayette St
New York, NY 10013
212-334-6260

J. ANTHONY ARCHER, ND, CNHP
424 Albany Avenue, #6E
Brooklyn, NY 11213
718-771-2719
www.naturalhealthfirst.com
Email: archer@mynsp.com

Le Bizarre Haute Couture
Expert Tailoring
Jean-Claude Rosias
4024B Glenwood Road
Brooklyn, NY11210
718-434-1694
347-351-9883 cell

Paradise Connection Boutique Evangélique
DVDs – CDs – Books
1402 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
347-350-8111

Mass Kompa Muzik Shop
CDs, DVDs, Videos
13204 W. Dixie Highway, North Miami, FL
786-486-5893

PHARMACIE DU PEUPLE
1743 NOSTRAND AVE.
BROOKLYN, NY 11226
718-941-1013

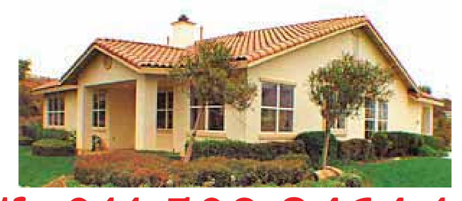
Dixie Express Driving School & Income Tax
Ben Boucicault
5956 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
305-758-6910
305-606-5842

Integrated Technology Center Immigration & Tax Services
Fast Refunds •Green Card •Notary Public
1814 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
646-340-2561
917-517-4216 cell

Multiple Service Center
Fritz Cherubin
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

Christ Alive Flower Shop
1222 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11226
Dominique & Frantz
718-940-0075

Technic Home Sales & Construction
COMPLETE HOMES FROM $6,000



Haiti: 011.509.3464.1109
New York: 718.282.7792
WWW.TECHNICHOMESALES.COM

Ernst Multi Services Agency
• Income Tax with Fast Refund • Immigration Services
• Interpreter for Immigration Court • Traduction
• Recherche de Documents • Affadavit de Support
• Carte de Travail • Job Placement • Notary Public
• Photocopy & Fax Service

12762 West Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-891-9417
786-262-0149 cell



DEE 'S TRANSMISSION
2470 Bedford Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-3674

Le meurtre d'Oussama ben Laden

Par Patrick Martin et Alex Lantier



Leon Panetta, le directeur de la CIA



La déclaration d'Obama sur la mort de Ben Laden a laissé sans réponses des questions cruciales et en a soulevé bien d'autres.

Le président Barack Obama a annoncé dimanche que les forces spéciales américaines avaient tué Oussama ben Laden, dirigeant de longue date d'Al Qaïda, lors d'une opération commando contre une résidence à Abbottabad, au Pakistan.

Obama a fait ce communiqué après 23.30 heures, heure de la côte Est des Etats-Unis, plus d'une heure après que les principales agences d'information eurent annoncé qu'il ferait d'ici quelques minutes une importante déclaration relative à la sécurité nationale.

La déclaration d'Obama a laissé sans réponses des questions cruciales et en a soulevé bien d'autres.

Tout d'abord, Obama a déclaré que « peu après avoir pris mes fonctions, j'ai instruit Leon Panetta, le directeur de la CIA, de faire de l'élimination ou de la capture de ben Laden la priorité de notre guerre contre Al Qaïda, alors même que nous continuions à mener des opérations plus larges pour détruire, démanteler et vaincre son réseau. »

En d'autres termes, Obama implique, sans fournir d'explication, qu'entre 2001 et son investiture en janvier 2009, la capture ou le meurtre de ben Laden n'avait pas été la priorité majeure de la « guerre contre le terrorisme. »

Ensuite, le lieu du meurtre de ben Laden est hautement significatif. Obama a déclaré que les services de renseignement américains « avaient localisé ben Laden se cachant dans un camp au plus profond du Pakistan. » Obama a ensuite identifié plus exactement l'emplacement comme étant Abbottabad. Il n'a pas expliqué que cette ville est située à une soixantaine de kilomètres de Rawalpindi, le centre de l'establishment militaire pakistanais, et à seulement quelques kilomètres d'Islamabad, la capitale du pays. Cela équivaut à un fugitif se cachant juste à côté d'un commissariat de police.

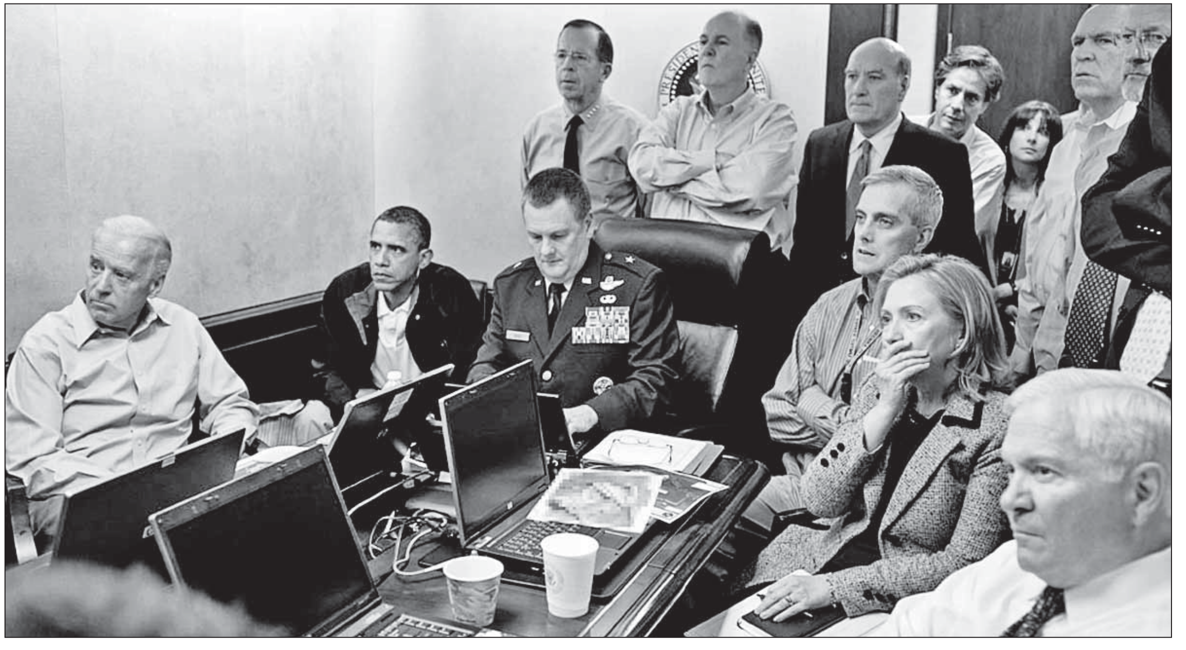
Obama n'a pas non plus décrit la nature du « camp. » Mais la presse dit à présent que « l'homme le plus recherché du monde » vivait dans un confortable manoir. De plus, la ville d'Abbottabad est située sur la Route N35, l›autoroute Karakoram, d'une importance stratégique, qui relie le Pakistan à la Chine.

Dans une autre remarque énigmatique, Obama a dit que « notre coopération anti-terroriste avec le Pakistan a contribué à nous mener à ben Laden et au camp où il se cachait. »

La conclusion évidente à en tirer est que ben Laden – comme beaucoup l'ont soupçonné – a bénéficié, du moins jusque tout récemment, d'un haut niveau de protection de la part de forces puissantes au sein du gouvernement pakistanais, des agences militaires et de renseignement.



Oussama ben Laden, dirigeant de longue date d'Al Qaïda



Les membres du Gouvernement américain entre autres Barrack Obama, son vice-président Joe Biden et Hilary Clinton suivant ou fomentant l'opération à la Maison blanche

Bien qu'Obama ait demandé au pays « de remercier les innombrables agents de renseignement et de contre-terrorisme qui ont travaillé sans relâche pour arriver à ce résultat, » l'élément majeur du meurtre de ben Laden a été manifestement un changement de position de ses protecteurs de longue date au sein de l'Etat pakistanais. Pour des raisons qui finiront par apparaître, le régime pakistanais a décidé de se débarrasser de ben Laden.

Les faits extraordinaires concernant le lieu où se trouvait ben Laden tournent en dérision l'affirmation d'Obama selon laquelle les Etats-Unis « sont entrés en guerre contre Al Qaïda pour protéger nos citoyens, nos amis et leurs alliés. »

Non, ce n›est pas vrai.

Tandis que le supposé cerveau terroriste était protégé par l'Etat pakistanais, allié crucial dans la « guerre contre le terrorisme, » les Etats-Unis ont déployé durant ces dix dernières années une énorme force armée en Afghanistan.

Cette force armée a été triplée depuis l'entrée en fonctions d'Obama. Rien dans les remarques d'Obama n'a laissé entendre que le meurtre de ben Laden entraînera un changement significatif de la politique étrangère américaine – et encore moins la fin de l'expansion incessante des interventions militaires.

Les trois guerres dans lesquelles les Etats-Unis sont actuellement engagés– en Afghanistan, en Irak et en Libye – n'ont rien à voir avec la lutte contre Al Quaïda et la capture de ben Laden. Le régime de Saddam Hussein en Irak, pays que les Etats-Unis ont envahi en 2003, et le régime de Mouammar Kadhafi en Libye, pays actuellement bombardé par les forces américaines et de l'OTAN, étaient tous deux opposés à Al Qaïda. En Afghanistan, les forces d'Al Qaïda sont politiquement et militairement insignifiantes.

Le discours d'Obama et les commentaires de presse cherchaient tous deux clairement à mobiliser un soutien public pour des guerres qui sont devenues profondément impopulaires. Obama a demandé aux Américains de « se rappeler le sentiment d'unité qui a prédominé après les événements du 11 septembre 2001. Je sais que de temps à autre il a faibli. » Les commentateurs de presse ont à plusieurs reprises exprimé l'espoir que le meurtre de ben Laden rétablira le moral des soldats combattant en Afghanistan et justifier la perte de milliers de vies humaines. »



Une vue sur la maison qui semblerait être le complexe où vivait Ben Laden. (Reuters)

Ben Laden est, de façon indélébile, lié à un crime monstrueux, le meurtre, le 11 septembre 2001, de près de 3.000 personnes, la plupart mortes lors de la destruction des tours du World Trade Center à New York City, ainsi que lors d'autres attentats terroristes sanglants partout dans le monde. Mais, il n'a pas été la cause de l'explosion du militarisme américain qui a suivi les attentats du 11 septembre, il n›en a été que le prétexte.

Une chose est certaine: le meurtre de ben Laden ne mettra fin ni à la « guerre contre le terrorisme » pour laquelle il a servi de bête noire, ni aux guerres impérialistes en Afghanistan, en Irak et en Libye où les forces armées américaines ont été déployées pour garantir des positions stratégiques et des ressources pétrolières qui sont d'un intérêt vital pour l'impérialisme américain.

Wsws 2 mai 2011

Rapport Central au VIème Congrès du Parti Communiste de Cuba

3ème Partie



Le Président Cubain Raul Castro présentant le rapport central au VIème Congrès du Parti Communiste de Cuba

Compañeras et compañeros, il s'agit de débarrasser pour toujours le Parti de toutes les activités qui ne sont pas propres à son caractère d'organisation politique, en peu de mots, nous libérer de fonctions administratives et nous consacrer chacun à ce qui nous correspond.

Très liées à ces conceptions erronées sont les déficiences dans la politique de cadres du Parti, qui devra elle aussi être l'objet d'une analyse par la dite Conférence Nationale. Quelques leçons amères nous ont été léguées par les maladresses subies dans ce domaine en raison du manque de rigueur et de vision qui ont ouvert des brèches à la promotion accélérée de cadres inexpérimentés et immatures à coup de simulation et d'opportunisme, attitudes alimentées aussi par le concept erroné qui dit que pour occuper un poste de direction il était exigé comme condition tacite, militer dans le Parti ou la Jeunesse communiste.

Il faut abandonner cette pratique résolument et, sauf pour les responsabilités propres des organisations politiques, la militance ne doit pas signifier une condition obligatoire pour remplir un poste de direction dans le gouvernement ou l'État, mais la préparation pour les exercer et la disposition de reconnaître comme siens la politique et le programme du Parti.

Les dirigeants ne surgissent pas des écoles ni du copinage dissipateur, ils se forment à la base, en remplissant la fonction qu'ils ont étudiée, en contact avec les travailleurs et ils doivent être promus graduellement sur la base du leadership octroyé seulement quand on est un exemple dans le sacrifice et les résultats.

Dans ce sens, je considère que la direction du Parti, à tous les niveaux, doit se faire une sévère autocritique et adopter les mesures nécessaires afin d'éviter la réapparition de ces tendances. Cela est applicable, à son tour, à l'insuffisante systématicité et volonté politique pour assurer la promotion, à des postes de décision, à femmes, noirs, métis et jeunes, sur la base du mérite et les conditions personnelles.

C'est une véritable honte de ne pas avoir réglé ce dernier problème en plus d'un demi-siècle, problème que nous allons porter dans nos consciences pendant de longues années, simplement parce que nous n'avons pas été conséquents avec les innombrables orientations que dès les premiers jours du triomphe révolutionnaire et tout le long des années le compañero Fidel nous a enseignées, parce que, en plus, la solution de cette disproportion a fait partie des accords adoptés par le très important Premier Congrès du Parti et les quatre qui y ont succédé et nous n'avons pas assuré leur accomplissement.

Pour le règlement des questions comme celle-ci, qui définissent l'avenir, il ne faut plus jamais se laisser emporter par la spontanéité mais par la prévision et la plus ferme intentionnalité politique de préserver et parfaire le socialisme à Cuba.

Malgré les différentes tentatives que nous avons faites en vue de la promotion des jeunes à des postes principaux, la vie a montré que le choix n'a pas été toujours le meilleur. Aujourd'hui nous affrontons les conséquences de ne pas compter une réserve de remplaçants dûment préparés, avec suffisamment d'expérience et maturité pour assumer les nouvelles et complexes tâches de direction au Parti, l'État et le gouvernent. C'est une question que nous devons régler petit à petit, au cours du quinquennat, sans précipitations ni improvisations, mais que nous devons commencer dès que le Congrès arrive à sa fin.

À cela contribueront en plus le renforcement de l'esprit démocratique et le caractère collectif du fonctionnement des organes de direction du Parti et du pouvoir de l'État et du gouvernement. En même temps, il faut assurer le rajeunissement systématique de toute la chaîne de postes administratifs et du Parti, depuis la base jusqu'aux compañeros qui occupent les principales responsabilités, sans exclure l'actuel Président des Conseils d'État et de Ministres ni le Premier Secrétaire du Comité Central qui sera élu dans ce Congrès.

A cet égard, nous avons abouti à la conclusion qu'il est recommandable de limiter à un maximum de deux périodes consécutives de cinq ans, la fonction dans les postes politiques et étatiques fondamentaux. Ça c'est possible et nécessaire dans les circonstances actuelles, bien différentes de celles des premières décennies de la Révolution, non consolidée encore donc en butte aux constantes menaces et agressions.

Le renforcement systématique de notre institutionnalité sera à la fois la condition et la garantie indispensables pour que cette politique de rénovation des cadres ne mette jamais en risque la continuité du socialisme à Cuba.

Dans ce domaine, nous commençons avec un premier pas en réduisant substantiellement la nomenclature des postes de direction, dont l'approbation revenait aux instances municipales, provinciales et nationales du Parti, et en déléguant certaines facultés aux dirigeants ministériels et des entreprises pour nommer, remplacer et mettre en application des mesures disciplinaires à une grande partie des chefs subordonnés, assistés par les commissions de cadres respectives, dans lesquelles le Parti est représenté et opine, mais qui sont présidées par le dirigeant administratif, qui est celui qui décide. L'opinion de l'organisation du Parti est inestimable, mais le facteur qui décide est le chef, puisque nous devons préserver et renforcer son autorité, en harmonie avec le Parti.

Concernant la vie interne, thème que nous avons soumis aussi à l'analyse de la Conférence, nous pensons que nous devons méditer sur les effets contre-productifs de vieilles habitudes qui n'ont rien à voir avec le rôle d'avant-garde de l'organisation dans la société, entre eux la superficialité et le formalisme avec lesquels se développe le travail politique idéologique, l'utilisation de méthodes démodées et de termes vieillis qui ne tiennent pas compte du niveau d'instruction des militants, la tenue de réunions excessivement longues et souvent pendant l'horaire de travail qui par ailleurs doit être sacré, en premier lieu pour les communistes ; avec un ordre du jour très souvent inflexible établi par l'organisme supérieur, sans différencier la scène où se développe la vie des militants, les convocations fréquentes à des activités commémoratives formelles, avec des discours encore plus formels, et l'organisation de travaux volontaires les jours de repos sans avoir un contenu réel ni la coordination due, en générant des dépenses et en diffusant le mécontentement et l'apathie parmi nos compañeros.

Ces critères sont applicables aussi à l'émulation, mouvement qui au fil des ans à perdu son essence mobilisatrice des collectifs ouvriers, car il s'est transformé en un mécanisme alternatif de distribution de stimuli moraux et matériels qui ne sont pas toujours justifiés avec des résultats concrets et qui bien des fois ont généré des fraudes dans l'information.

La Conférence devra en plus considérer les relations du Parti avec l'Union de Jeunes Communistes et les organisations de masses pour les dépouiller de schématismes et routines, afin qu'elles récupèrent, toutes, leur raison d'être, adaptée aux conditions actuelles.

A Suivre

Libye :un incendie qui peut tout embraser

Par Fidel CASTRO



Le secrétaire à la Défense Britannique Liam Fox (à gauche) et le secrétaire à la Défense des Etats-Unis Robert M. Gates au cours d'une conférence de presse

On peut être d'accord ou non avec les idées politiques du Kadhafi, mais nul n'a le droit de contester l'existence de la Libye comme État indépendant et membre des Nations Unies.

Le monde n'a pas encore atteint ce qui constitue aujourd'hui à mon avis une condition sine qua non de la survie de notre espèce : l'accès de tous les peuples aux ressources matérielles de cette planète, la seule de notre système solaire à réunir les facteurs les plus élémentaires de la vie que nous connaissons.

Les États-Unis eux-mêmes se sont toujours efforcés d'être un creuset de toutes les races, de toutes les croyances et de toutes les nations : blanches, noires, jaunes, indiennes et métisses, sans d'autres différences que celles de maîtres et d'esclaves, de riches et de pauvres, mais toujours dans les limites des frontières : au nord, le Canada ; au sud, le Mexique ; à l'est l'Atlantique ; à l'ouest, le Pacifique. L'Alaska, Porto Rico et Hawaï étaient de simples accidents historiques.

Le hic, c'est qu'il ne suffit pas du noble désir de ceux qui se battent pour un monde meilleur, ce qui est aussi digne de respect que les convictions religieuses des peuples. Il suffirait que des quantités relativement petites d'un certain nombre d'isotopes radioactifs émanent de l'uranium enrichi consommé par les centrales atomiques – car ils n'existent pas dans la nature – pour mettre fin à la fragile existence de notre espèce. Maintenir ces volumes croissants de déchets sous des sarcophages de béton et d'acier est l'un des plus gros problèmes de la technologie.

Des faits comme l'accident de Tchernobyl ou le séisme du Japon ont mis en lumière ces risques mortels. Mais là n'est pas la question que je veux aborder aujourd'hui, sinon le spectacle étonnant que nous a présenté hier Walter Martínez dans son programme Dossier de la télévision vénézuélienne : la réunion entre le chef du département de la Défense étasunien, Robert Gates, et son homologue britannique, Liam Fox, qui s'est rendu aux USA pour discuter de la guerre criminelle déclenchée par l'OTAN contre la Libye. Un spectacle difficile à croire, mais digne d'un Oscar : le ministre britannique était un paquet de nerfs, il était tendu, il parlait comme un fou, on avait l'impression qu'il crachait ses mots.

Bien entendu, Gates l'attendait à l'entrée du Pentagone. Les drapeaux des deux pays, celui de l'ancien empire colonial britannique et celle de son fils putatif, l'empire étasunien, ondoyaient de chaque côté tandis que retentissaient les hymnes nationaux. La main droite sur le cœur, le salut militaire rigoureux et solennel de la cérémonie du pays hôte. Ce fut la cérémonie initiale. Les deux ministres sont entrés ensuite dans le bâtiment de la défense étasunienne. Ils sont censés avoir longuement parlé, si l'on en croit les images que j'ai vues quand ils sont revenus avec chacun un discours – sans doute préparé à l'avance – à la main.

L'environnement de ce scénario était constitué par du personnel en uniforme. À gauche, on voyait un jeune militaire, grand, maigre, rouquin en apparence, le crâne rasé, la casquette à la visière noire enfoncée presque sur la nuque, présentant le fusil, baïonnette au canon, sans ciller ni même sembler respirer, la vraie image du soldat prêt à tirer une balle de fusil ou un missile atomique emportant un charge destructive de cent mille tonnes de TNT. Gates a parlé en affichant le sourire et le naturel du maître de maison. L'Anglais, lui, en revanche, l'a fait comme je l'ai expliqué.

J'ai rarement vu quelque chose de plus horrible : il suintait la haine, la frustration, la fureur, il menaçait le dirigeant libyen dont il exigeait la reddition inconditionnelle. On constatait combien il était indigné que les avions de la puissante OTAN ne soient pas parvenus à faire plier la résistance libyenne en soixante-douze heures !

Il ne lui manquait plus que de s'exclamer : « Des larmes, de la sueur et du sang », à l'instar de Winston Churchill quand il avait calculé le prix que devrait payer son pays dans la lutte contre les avions nazis. Mais avec une petite différence : c'est l'OTAN qui joue maintenant le rôle des nazi-fascistes en lançant des milliers de missions de bombardement avec ses avions les plus modernes au monde.

L'administration étasunienne n'a pas hésité, elle, à autoriser l'emploi de drones pour tuer des hommes, des femmes et des enfants libyens, comme elle le fait toujours en Afghanistan, à des milliers de kilomètres de l'Europe de l'Ouest, mais cette fois-ci contre un peuple arabe et africain, sous les yeux de centaines de millions d'Européens et rien moins qu'au nom de l'Organisation des Nations Unies !

Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a déclaré hier que ces actes de guerre étaient illégaux et sortaient du cadre des accords adoptés par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les grossières attaques contre le peuple libyen qui prennent un caractère nazi-fascistes peuvent devenir le lot de n'importe quel peuple du Tiers-monde.

La résistance de la Libye m'étonne vraiment. Maintenant, cette organisation belliciste est à la merci de Kadhafi. Si celui-ci résiste et refuse ses exigences, il passera à l'Histoire comme l'un des grands personnages des pays arabes.

L'OTAN attise un incendie qui peut tout embraser !

Fidel Castro Ruz
Le 27 avril 2011

Des sénateurs américains demandent que Kadhafi soit assassiné

Par James Cogan

Des sénateurs américains ont profité de leur présence dans l'émission « Etat de l'Union » de la chaîne CNN hier pour demander que le dirigeant libyen Muammar Kadhafi soit assassiné et que l'on intensifie les frappes aériennes pour parvenir à l'objectif réel de la guerre: la mise en place d'un régime fantoche accommodant.

Cinq semaines de bombardements n'ont pas réussi à faire tomber Kadhafi, du fait principalement que le soutien au gouvernement de Tripoli se poursuit et du fait de la faiblesse politique et militaire des forces anti-Kadhafi basées dans la ville orientale de Benghazi. Les combattants de l'opposition n'ont pas fait de gains significatifs dans l'est du pays et les troupes pro-gouvernementales maintiennent le siège de Misrata, ville occidentale tenue par l'opposition, malgré des bombardements quasi quotidiens de l'OTAN.

Les signes clairs d'une impasse militaire et une insistance impitoyable à ce qu'elle soit brisée, dominent les discussions au sein de l'establishment américain. Le sénateur républicain Lindsey Graham a dit sur CNN: « *En ce moment précis, il n'y a vraiment pas une dynamique suffisante chez les rebelles... Donc ma recommandation à l'OTAN et au gouvernement c'est de couper la tête du serpent. Il faut aller à Tripoli, se mettre à bombarder le cercle proche de Kadhafi, leurs résidences-casernes, leurs QG militaires*. ».Graham a réitéré la demande répandue au sein de l'establishment américain que le gouvernement Obama déploie ses hélicoptères de combat AC-130 pour des opérations contre les forces libyennes pro-Kadhafi. Les AC-130 sont équipés de fusils Gatling à cinq barils de 25 mm, à tir rapide, d'un canon de 40 mm et d'un obusier de 105 mm. Ils sont conçus pour bombarder intensément toute une zone et dévaster véhicules et personnels, ainsi que tous les civils qui se trouvent pris sous le feu. Ils ont été utilisés en Afghanistan et en Irak et produit des effets meurtriers, dont des massacres de civils documentés.

Graham a rejeté l'observation de la présentatrice de CNN Candy Crawley qui a dit que les attaques contre des cibles situées dans les quartiers fortement peuplés de Tripoli n'étaient pas couvertes par la résolution de l'ONU qui représente un cache-sexe légal pour la guerre: « *Le but est de se débarrasser de Kadhafi,* » a-t-il dit. « *Il faut que les gens autour de Kadhafi se réveillent chaque jour en se demandant 'Est-ce qu'aujourd'hui est mon dernier jour?' Il faut que les commandants militaires qui soutiennent Kadhafi soient pilonnés. Ainsi, je ne laisserais pas le mandat de l'ONU stopper ce qui est la chose correcte à faire.* »

Le sénateur républicain et ancien candidat à la présidentielle John McCain qui s'était rendu à Benghazi vendredi dernier pour y rencontrer des membres du Conseil national de transition a demandé la reconnaissance immédiate par les Etats-Unis de cette institution rebelle afin que l'on puisse envoyer de l'argent et des armes. McCain a déclaré que les anciens ministres de Kadhafi, les personnes liées à la CIA et les islamistes dont on sait qu'ils font partie du Conseil « représentent les aspirations légitimes du peuple libyen. »

En plus de demander une intensification des efforts pour former et armer les forces anti-Kadhafi afin qu'elles mènent leur guerre civile, McCain a insisté pour que la puissance aérienne américaine, tels les hélicoptères AC-130 et Apache, soit déployée « de façon plus intensive. »

En réponse à la demande de Graham d'assassiner Kadhafi, McCain a exprimé son accord général avec le ciblage du dirigeant libyen mais a déclaré que la stratégie américaine devait se fonder sur le fait de « *gagner la bataille au sol* » et non pas « *la possibilité de l›évincer par hasard avec une frappe aérienne qui par chance l›atteindrait*. »

Le sénateur indépendant Joseph Lieberman, candidat un temps à la vice-présidence du Parti démocrate, a rejoint la campagne pour l'escalade et s'est fait l'écho de l'appel de Graham à l'assassinat de Kadhafi. L'OTAN, a-t-il déclaré, « *doit se mettre à réfléchir et se demander s'ils veulent plus directement cibler*



Le sénateur républicain Lindsey Graham

Kadhafi et sa famille. » Lieberman a cyniquement déclaré que la résolution de l'ONU justifiait une politique d'assassinat au motif que « *cela protègerait la population civile.* »

Prôner de façon aussi flagrante des crimes de guerre pour écarter du pouvoir Kadhafi découle inexorablement des mobiles criminels de la guerre elle-même. Depuis le début, cette guerre a été initiée par les ambitions néo-coloniales de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour s'emparer des ressources pétrolières lucratives de la Libye aux dépens de rivaux tels la Chine et la Russie. Cinq semaines après le début des bombardements, et sans qu'on en voie le bout, la frustration grandissante à Washington attise les appels à noyer dans le sang toute résistance.

Un des mobiles est l'impact sur les prix mondiaux du pétrole du quasi arrêt des exportations du pétrole libyen. Les combats et les bombardements autour des principales installations pétrolières et de gaz ont endommagé l'infrastructure. Des champs pétrolifères tenus par les rebelles de Benghazi devraient, selon les prédictions, être hors d'état de produire pour les quatre semaines à venir, les forçant à compter sur des dons de carburant du Qatar.

Le gouvernement Obama et ses alliés de l'OTAN ont déjà pris des mesures pour une escalade significative de l'attaque contre la Libye. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont commencé à envoyer des « conseillers » à Benghazi pour aider les forces d'opposition, ce qui représente un premier pas vers un éventuel déploiement de forces au sol.

Samedi, la première attaque contre les troupes du gouvernement libyen a été menée par un drone Predator américain sans pilote, dont le président Obama a ordonné le déploiement la semaine dernière. Un lance-roquette monté sur un véhicule à Misrata aurait été détruit par un missile Hellfire. Au moins deux Predators survoleront la Libye 24 heures sur 24.

Dimanche, le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague a refusé d'exclure une décision de l'OTAN de déployer les Predators pour tenter d'assassiner Kadhafi. Hague a déclaré: «Déterminer qui ou quoi devient une cible légitime dépend de la manière dont ces derniers se comportent. »

Des efforts pour tuer Kadhafi ou les membres de sa famille semblent être déjà entrepris. Parmi un certain nombre de sites bombardés à Tripoli durant le week-end il y a un ensemble de bunkers à proximité

Suite à la page (18)

Le temps du massacre

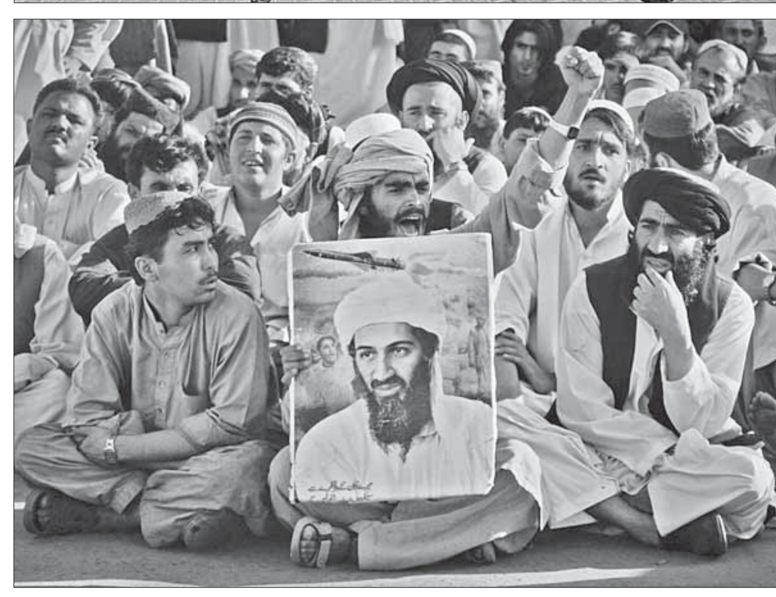
Par Pathé MBODJE

La liquidation de Ben Laden, le Premier mai, ouvre de nouvelles perspectives au président Obama au plus bas dans les sondages mais laisse de grandes zones d'ombre sur les conditions de la mort du N° 1 de la nébuleuse «Al Qaïda» ; son discours aux relents de campagne électorale appelle à l'unité et à une confiance au pouvoir qui continue de traquer le Mal mais occulte le fond réel : au terrorisme intellectuel de l'Occident qui s'impose en modèle unique, avec comme tête de file les États-Unis, répond en effet un terrorisme physique à soubassement religieux qui survivra au chef de cette hydre de Lerne qu'était Ossama Ben Laden. Et l'idéologie dégagée dans le cas d'espèce revient à trahir en annonçant.



Pourquoi recourir à un truquage pour présenter une photo représentant le visage tuméfié d'un homme présenté comme le fondateur d'Al-Qaïda. Sauf que cette image serait un montage, une fausse photo, elle avait déjà circulé sur internet en 2009





Manifestation contre les Etats-Unis au Pakistan et en Palestine. Pourtant, la Maison blanche a affirmé mardi que la photo de la dépouille d'Oussama ben Laden est "atroce". Jay Carney, porte-parole de la Maison Blanche,a souligné que l'administration américaine n'avait pas encore décidé si elle diffuserait ou non un cliché du corps du chef d'Al-Qaïda tué dimanche, dans un assaut américain au Pakistan

Le scénario était trop bien pensé, pour ce navet sans autre «happy end» de série « B » que le massacre d'Oussama Ben Laden du Premier mai ; et, comme dans cette Amérique de la démesure, la ficelle était trop grosse et jurait avec les pratiques sécuritaires élémentaires pour un géant de la trempe du chef d'Al Qaida qui se savait en perpétuel danger de mort : une filature qui dure le temps d'une gestation (d'août 2010 à mai 2011, aux dires d'Obama), une localisation permanente de la même durée, à quelques encablures de la capitale pakistanaise, une compagnie douteuse d'anciens policiers pakistanais à la retraite, tout, dans le discours du président américain, ce 2 mai, sonne faux pour les spécialistes du renseignement. Tout, jusqu'au montage grossier avancé comme preuve du cadavre d'Oussama Ben Laden que tout stagiaire en anthropométrie peut facilement démonter devant ce cadre exquis. Comment comprendre en effet qu'un commando de vingt éléments, choisis parmi les meilleurs, ayant localisé par géo-thermie les occupants de la maison, mette 40 minutes pour un raid prévu pour 10 minutes, 15 au maximum ? Pourquoi gonfler un nombre de présents (des policiers pakistanais à la retraite) pour évoquer finalement quatre victimes dont Ben Laden, une de ses épouses et un de ses fils ? Pourquoi prétendre vouloir capturer l'ennemi public numéro Un vivant et faire un véritable massacre (un carton dans leur jargon) en avançant comme argument un bouclier humain dont se serait servi Ben Laden ? Pourquoi recourir à un

Suite à la page (16)

L'attaque aérienne de l'OTAN contre la Libye a tué à Misrata des combattants « rebelles »

Par Patrick O'Connor

Une frappe aérienne de l'OTAN aurait tué mercredi soir 12 combattants anti Kadhafi et sévèrement blessés trois autres dans la ville portuaire contestée de Misrata. L'incident impliquant des « tirs de leur propre camp » – le deuxième du genre depuis le 19 mars, début de la campagne de bombardement – souligne une fois de plus le caractère fallacieux des différents communiqués publiés par Washington et Bruxelles affirmant que leurs raids aériens de « précision » visent à protéger le peuple libyen.

En réalité, les puissances impérialistes alliées sont engagées dans une campagne de « changement de régime » de plus en plus irresponsable et impliquant à présent des tentatives d'assassinat contre Kadhafi et un bombardement ciblé de l'infrastructure publique qui entraînera inévitablement davantage de victimes civiles.

L'OTAN a publié un communiqué qui n'a ni confirmé ni infirmé l'incident mais qui a cyniquement fait état d'un « profond regret pour toute perte de vie humaine. » En citant des médecins locaux de Misrata et un des survivants, le journal The Guardian a rapporté que le bombardement avait eu lieu aux environs de 17 heures près du port de Misrata. Une unité formée de 15 membres « rebelles » s'était rassemblée près d'une usine de sel dans trois « wagons de combat improvisés » sur chacun desquels était peinte, conformément aux instructions de l'OTAN, une marque d'identification spéciale. Malgré ceci, c'est après que les hommes eurent fini de prendre le thé en compagnie d'une équipe d'ambulanciers qu'une bombe de l'OTAN les a frappés.

Douze hommes, âgés de 20 à 40 ans, ont été immédiatement tués. D'autres ont été transportés à l'hôpital.

L'un des hommes, Ahmed Swesi âgé de 20 ans, a perdu quatre doigts et a eu un bras et une jambe fracassés. Il a aussi été touché par des éclats d'obus à l'estomac et au visage.

Le « conseil de transition » de Misrata, qui est allié à la direction de l'opposition basée à Benghazi, a tenté de dissimuler l'incident. Les tireurs anti-Kadhafi n'ont pas laissé les journalistes s'approcher du site du bombardement. Cette réaction soulève la question de savoir s'il y a eu d'autres frappes aériennes impliquant des victimes civiles et que les soi-disant rebelles ont étouffées pour éviter d'embarrasser leurs partenaires de l'OTAN.

Khalifa al-Zwawi – un juge qui préside le soi-disant conseil de transition à Misrata – a dit que c'était la faute des victimes. Il a insisté en disant que les coordonnées de l'emplacement où les combattants auraient dû se trouver avaient été fournies à l'OTAN et que les hommes avaient dû « s'éloigner des limites qu'on leur avait données. » Ces remarques soulignent le mépris que la direction des « rebelles » témoigne à l'égard de ses propres partisans.

Le Conseil national de transition (CNT) à Benghazi est composé de ministres du régime de Kadhafi qui ont récemment fait défection, de forces islamistes, dont des terroristes liés à Al Qaïda, et nombre d'agents de longue date de la CIA. Il fonctionne comme une force par procuration oeuvrant pour les Etats-Unis et les puissances impérialistes européennes qui cherchent à renverser Kadhafi afin de mettre en place un gouvernement fantoche dans le but de promouvoir leurs intérêts géopolitiques et commerciaux.

Gene Cretz, l'ambassadeur américain en Libye, a dit mercredi que l'équipe diplomatique américaine envoyée à Benghazi avait conclu que le CNT était « un groupe sérieux » et « un organe politique qui mérite notre soutien. » Cretz n'a pas tenté d'expliquer les critères en fonction desquels cette évaluation avait été faite. Il a toutefois fait peu d'effort pour dissimuler le rôle joué par les dirigeants du CNT en tant que laquais pro américains, disant qu'ils « continuent de dire des choses justes » et qu'ils « s'adressent à la communauté internationale de manière très sophistiquée. »

L'ambassadeur a aussi expliqué que le gouvernement Obama se demandait encore s'il allait accorder ou non la reconnaissance diplomatique au CNT comme l'ont fait la France et l'Italie mais a souligné que le fait de ne pas l'avoir déjà fait « ne nous a pas empêché de faire tout notre possible pour soutenir le CNT. »

L'OTAN se prépare à dépêcher une « personne diplomatique à contacter » auprès du gouvernement autoproclamé de Benghazi. Un porte-parole de l'OTAN a dit que la décision « améliorerait et mettrait en valeur les contacts politiques » à travers « des échanges politiques informels » avec le CNT. En réalité, la décision fait suite au déploiement à Benghazi de « conseillers » militaires britanniques et français et souligne le statut de mandataire de la direction « rebelle ».

La France et la Grande-Bretagne poursuivent leurs préparatifs pour le déploiement de forces au sol. Le ministre britannique de la Défense, Liam Fox, a dit mercredi que des troupes pourraient être déployées à la frontière entre le Tunisie et la Libye sous le prétexte de protéger des civils en fuite. L'on évalue à 30.000 le nombre de personnes qui ont franchi la frontière pour échapper aux combats. Fox a dit, en s'adressant à un comité restreint parlementaire de la défense, que des forces britanniques pourraient être nécessaires pour mettre en place des « zones de sécurité » pour protéger des réfugiés contre des attaques des forces de Kadhafi.

Il n'y a aucun élément de preuve que ces forces sont en fait en train d'attaquer des civils. Il y a eu des affrontements continus entre des combattants pro et anti-Kadhafi à la frontière occidentale de la Libye. Des combattants « rebelles » ont été chassés hier d'un avant-poste clé à la frontière près de la ville libyenne de Wazen. Le Wall Street Journal a décrit la perte du carrefour comme « coupant la seule voie d'accès pavée des rebelles au monde extérieur. » Le gouvernement britannique est sans aucun doute préoccupé par les implications militaires de cet avantage du régime Kadhafi – toute force terrestre étrangère déployée dans cette zone serait sans aucun doute instruite de mener le combat pour reconquérir le terrain perdu.

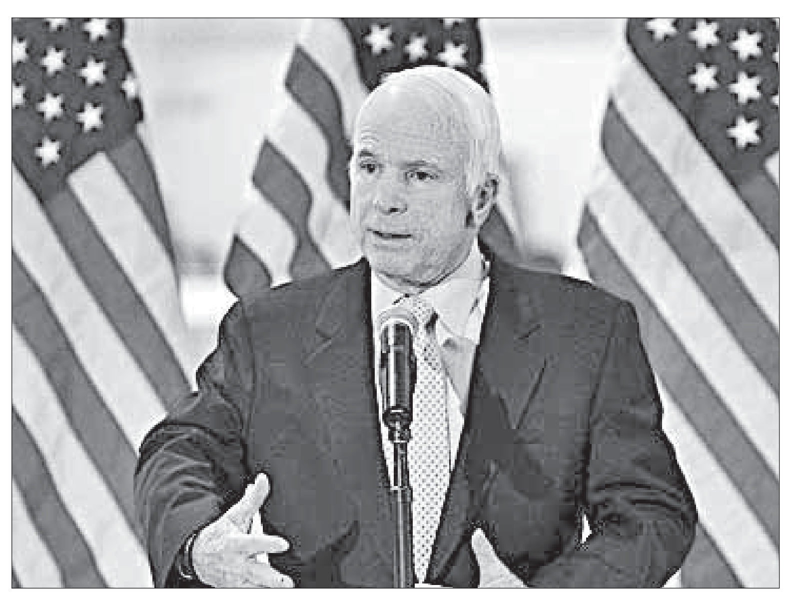
Dans son témoignage devant le comité parlementaire, Liam Fox a souligné que la guerre continuerait indéfiniment. Il a admis que le bombardement pourrait se poursuivre pendant des mois. « Il est essentiel que la communauté internationale donne un signal clair au régime libyen que notre détermination n'est pas limitée dans le temps, » a-t-il déclaré en ajoutant que « nous ne serons pas limités par des livres sterling, des shillings et des pence. »

Les puissances américaine et européennes sont engagées dans des efforts de plus en plus désespérés pour maintenir le prétexte « humanitaire » de leur attaque contre la Libye.

Hier, au cours d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à New York, l'envoyée de l'ONU, Susan Rice, aurait accusé le régime Kadhafi de fournir du Viagra à ses forces dans le cadre d'une campagne systématique de violence sexuelle. Aucune preuve de nature à conforter ces allégations n'a été apportée. Un porte-parole de Human Rights Watch [organisation de défense des droits de l'Homme] – qui s'est vantée de soutenir la campagne de bombardement de l'OTAN – a reconnu avoir enquêté sur les accusations et n'avoir trouvé que « quelques actes crédibles de violence sexuelle ou de viol mais qu'il n'existe pas à ce stade de preuve suggérant qu'ils sont de nature systématique ou qu'ils font partie d'une politique officielle. »

Wsws 29 avril 2011

La mémoire courte de l'ex-candidat républicain à la Maison Blanche



John McCain, ex-candidat de la droite républicaine aux dernières élections présidentielles aux Usa

Par Manlio Dinucci

Le sénateur républicain John McCain, ex-candidat de la droite républicaine aux dernières élections présidentielles aux Usa, est allé en mission à Bengazi, d'où il a demandé que Washington reconnaisse le Conseil national de transition comme gouvernement légitime de la Libye, en l'aidant à renverser Kadhafi. Mémoire courte. Parce qu'il y a à peine vingt mois, le 14 août 2009, ce même McCain rencontrait à Tripoli Muhamar Kadhafi, en lui faisant des louanges pour « son rôle d'artisan de la paix en Afrique ».

La délégation conduite par McCain comprenait trois autres sénateurs ; celle de Libye était composée de Muhamar Kadhafi, de son fils Moutassim (qui, en habit de conseiller pour la sécurité nationale, avait rencontré en avril à Washington la secrétaire d'Etat Hillary Clinton) et trois hauts fonctionnaires. Du côté étasunien, on définissait la Libye comme « un important allié dans la guerre contre le terrorisme », en soulignant qu' « avoir un ennemi commun renforce l'amitié ». Du côté libyen, on demandait à Washington « des garanties de sécurité », en échange du renoncement par Tripoli à fabriquer des armes de destruction de masse. Muhamar Kadhafi même « exprimait son désir de voir fleurir de telles relations ». McCain lui répondait que, pour preuve de leur renforcement, « des officiers libyens étaient entraînés dans les commandements et dans les académies militaires étasuniennes ».

Vingt mois plus tard seulement, le sénateur McCain rencontre à Bengazi Mustapha Abdu Jalil et d'autres ex-notables du gouvernement libyen, qui essaient à présent de renverser Kadhafi. Mais quelque chose en tous cas n'a pas changé : l'objectif véritable de McCain.

Parce que le sénateur est l'homme de confiance des grandes compagnies pétrolières étasuniennes : ExxonMobil, Chevron, ConocoPhillips et d'autres. Pour sa seule campagne électorale, elles lui ont fait des « donations » de millions de dollars. En échange McCain a soutenu au Sénat la nécessité d'intensifier les forages offshore et de réduire les taxes des compagnies pétrolières, en leur faisant ainsi gagner des dizaines de milliards de dollars. Grâce aux financements de Chevron intégrés par les financements d'Etat, s'est constitué l'International Republican Institute, dont McCain est président, engagé à « promouvoir la démocratie » : en réalité à ouvrir la voie aux compagnies étasuniennes dans les pays riches en pétrole. Jusqu'ici surtout en Irak, dont il a été un des principaux fauteurs de l'invasion de 2003. Même histoire et même mise en jeu aujourd'hui en Libye.

Il manifesto 24 avril 2011
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio
Comité Valmy 25 avril 2011

Suite de la page (7)

tiative et son implication dans ce nouveau phénomène au bénéfice des femmes et des fillettes victimes de viols en Haïti. Elle a partagé ses expériences dans le domaine de la violence sexuelle en Haïti. *« Je suis là comme étudiante et non comme professeure. »* a-t-elle déclaré.

L'avocat Privat Précil, quant à lui a abordé l'aspect légal du phénomène de la violence sexuelle en Haïti. Il a cité des articles de la constitution et du Code pénal haïtien relatifs à ce phénomène. Il a également fait état de ce qui existe comme protocole à observer par les médias qui rapportent les actes de violences sexuelles. *« A nouveau phénomène social, nouveau comportement de l'homme. Les premières observations conséquentes à ce nouveau phénomène font état d'une flambée de viols perpétrés contre les femmes et fillettes hébergées dans les camps, la nuit comme le jour. Les viols deviennent de plus en plus une réalité de leur vie quotidienne. »* a-t-il fait savoir.

Dans son document préparé en la circonstance, il a fait mention de l'article 279 du code pénal relatif au viol ainsi libellé *« Quiconque aura commis le crime de viol, ou sera coupable de tout autre attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou l'autre sexe, sera puni de la réclusion. »*

Même quand le viol est un drame d'ordre privé, la société a le droit de s'en informer, dans la mesure où les informations peuvent l'aider à mieux comprendre son propre comportement. Il est important que la société en soit informée, notamment pour s'assurer de la protection par la prévention d'autres drames semblables et qu'elle sache ensuite quel sort réservé par la justice aux auteurs. Cela fait partie du droit à l'information de connaître les faits essentiels du drame.

Dans cette perspective, la liberté de la presse a ses limites inscrites dans la constitution haïtienne de 1987 et le décret du 31 Juillet 1986 relatif au délit de presse. *« Tout Haïtien a le droit d'exprimer ses opinions en toute matière. Il est également tenu de respecter l'éthique professionnelle. »* Ainsi stipule l'article 28 de la constitution.

De toute façon, dans les cas de viol, les victimes et leurs proches ont droit au respect. Dans les reportages, on doit éviter de divulguer toutes les informations permettant d'identifier les victimes innocentes. En règle générale, les médias doivent éviter de citer les noms des victimes d'agression sexuelles, sauf s'il y a eu mention ou si la victime y consent. La victime est déjà assez traumatisée pour qu'elle ait à subir en plus la curiosité publique.

Cet atelier de travail a été soutenu par un cabinet d'avocats Californiens, Reed Smith et un groupe de réflexion sur les standards à observer, lors des reportages sur les viols dans le pays, coordonné par Me. Privat Précil et la journaliste, Michelle Karshan travaillant en Haïti depuis des années.

Par ailleurs, le jeudi 28 Avril, un autre atelier de travail de deux jours a été réalisé à Pétion Ville autour des violences spécifiques faites aux femmes à la frontière haitiano-dominicaine. Selon la représentante du Ministère des Conditions Féminines et aux droits de la femme (MCFDF), Carline Laurenzeau, cette activité a pour but d'analyser les contextes de violences sexuelles et de poser la problématique de ce phénomène.

« Informer les principaux acteurs et les directives de Ministère des zones frontalières ; débattre de la possibilité d'établir la présence et l'appui du MCFDF au niveau départemental, tels sont les objectifs poursuivis par cet atelier. » a précisé Carline Laurenzeau.

De plus, cet atelier tenu par ce Ministère est soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), la secrétairerie d'Etat des Etats-Unis pour les réfugiés, la coopération espagnole, la concertation nationale contre les violences faites aux femmes et le groupe d'Appui au Réfugiés et Rapatriés (GARR).

Patrick Camille, le représentant du GARR qui est intervenu autour d'un document provisoire d'accueil et d'autres outils à établir à la zone frontalière a fait savoir que ce document va permettre d'atteindre plus facilement les organismes qui viennent en aide aux femmes victimes de la violence dans la zone frontalière et contribuer au renforcement de leurs efforts.

Maître Gracien Jean quant à lui dans son intervention sur les réalités frontalières entre Haïti et la République Dominicaine et les liens entre le trafic et les violences faites aux femmes à la zone frontalière a précisé. *« Les femmes haïtiennes sont exposées à des bastonnades, des viols, des vols et de la prostitution forcée par des militaires, des civils et des trafiquants dominicains.*

Il est évident que le phénomène de violences sexuelles s'était particulièrement développé en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010, surtout dans les camps éparpillés à travers les zones métropolitaines de la capitale, qui deviennent de plus en plus de vastes bidonvilles. Certains observateurs disent que le manque d'éclairage dans les camps facilite le développement de ce phénomène. Des recommandations ont été faites aux autorités du pays par les différents acteurs en vue d'apporter une solution à ce phénomène qui vient s'ajouter aux problèmes de la famille haïtienne qui en a déjà assez.

Suite de la page (4)

La refondation de l'Etat pose des problèmes d'ordre idéologique, elle ne peut être l'apanage des grandes puissances impérialistes et de leurs laquais locaux, dans l'unique objectif de se procurer de fonds. Elle doit impliquer les différents secteurs de la vie nationale, que ce soit aux niveaux social, économique, politique et culturel.

En ce qui concerne, la reconstruction d'Haïti en général, le professeur Dorestal a défini deux types de reconstruction : une construction autoritaire, antidémocratique imposée par la communauté internationale et qui marque le pas sur place depuis environ dix mois et une reconstruction démocratique qui devrait impliquer les différents secteurs de la société haïtienne. La reconstruction ne doit pas être une simple opération physique en rapport avec l'aménagement du territoire et l'environnement physique sans tenir compte des rapports sociaux et culturels. Et en fait : *« Quel type de reconstruction veut-on faire en Haïti ? »* s'interroge-t-il. En dépit de l'enclenchement boiteux du processus de reconstruction, il n'est pas trop tard de faire sentir l'intégration des différences forces vives de la nation dans un processus national de reconstruction. Rappelons que les secteurs universitaires et paysans ne font pas partie de la CIRH, une situation critiquée par plus d'un.

Malgré les brins d'explication donnés par le co-président de la CIRH, Jean Max Bellerive, dans un long article intitulé : *« Au regard du futur de la CIRH. »* publié dans les colonnes d'un quotidien de la capitale haïtienne, les réalisations évoquées ne sont pas convaincantes parce que les faits sont là, la réalité est visible. La situation des victimes du séisme du 12 janvier dément le co-président. Des tas de décombres jonchent encore les rues.

Somme toute, des propositions ont été dégagées à la fin de ces 3 journées de réflexion, d'analyse et de débats. Elles se sont faites autour des concepts de base de l'économie sociale et solidaire, développés par le professeur Jean Renol Alie. D'autres alternatives et perspectives ont été proposées dans les secteurs suivants : financement de la réforme agraire et de la production agricole, de la reforestation, des politiques, des programmes de santé, d'éducation et des politiques énergétiques. De toute nécessité la mobilisation des mouvements sociaux et populaires d'Haïti et la solidarité également de la coopération Sud-Sud s'imposent.

Suite de la page (14)

truquage pour présenter une dépouille que, dans la réalité, on a déchiquetée ?

L'acteur de série « B » Ronald Reagan avait imaginé mieux, la guerre des étoiles et les «Reaganomics», pour se tailler un second mandat en montrant ses biceps et ses limites épistémologiques ; Barack Hussein Obama lui, verse dans le puéril qui prêterait à rire s'il n'y avait d'un corps criblé de balles et impossible à présenter comme hure. S'il avait imaginé pareille stratégie pour se faire mousser, il est assurément passé à côté de la plaque : le Premier mai, comme dans le film de Sergio Leone, les colts ont craché la mort et ce fut le temps du massacre.

Ainsi, si le programme 2012 du président Obama a un visage, celui tuméfié et truqué d'Oussama Ben Laden tué à Abbottabad, une ville située au nord d'Islamabad, au Pakistan, lors d'une opération menée par un commando des forces spéciales qui n'ont pas chômé en ce Premier mai, bien au contraire ; il lui manque un corps, quelque désarticulé qu'il soit, pour tenir debout. Qu'importe alors si, en effet, les forces spéciales yankee sont revenues avec un gibier de poids derrière lequel courait la meute depuis près de dix ans : Oussama Ben Laden, celui qui a eu la force et la ruse de faire douter l'Amérique avec les attentats de septembre 2001 en lui infligeant la pire des humiliations : l'attaquer en plein cœur, elle qui se disait invincible, première puissance du monde.

L'incendie de la maison pour un raid trop long (une quarantaine de minutes) était superfétatoire qui devait servir à effacer des traces compromettantes que les dilettantes de la police pakistanaise, peu outillées et volontairement maintenues dans le dénuement le plus total, n'auraient pu déceler comme éléments de preuves accablantes du jeu de massacre auquel se sont livrés les soldats américains ce dimanche. Mais le feu devait aussi être du scénario, pour compléter la parodie de décor hollywoodien de New York avec l'effondrement de tours jumelles avec les flammes du coucher du soleil.

Le corps de Ben Laden a été «récupéré», puis «inhumé» en mer, dans un lapsus fatal repris par le monde entier, ce lundi, immergé probablement sous une tonne de ciment et de fer, pour symboliser l'effondrement des deux tours jumelles sous un fatras de ferraille et de poussière ; la pointe s'enfonçant droit dans l'immeuble vaut bien cette masse jetée à l'eau du haut d'un hélicoptère et coulant à pic, sans tenir compte des obligations religieuses, pour accomplir une vengeance ou une justice égale à la profanation du droit des quelque 3.000 victimes des deux tours, près de dix ans plus tôt. Pareil procédé rappelle les heures les plus sombres des dictatures sud-américaines, il n'y a pas à dire : on ne refait pas le monde.

Le défunt était un motif d'élection et de réélection ; le cowboy Bush Jr avait gagné «Four more years» dans la chasse à Ben Laden, dans un ultime mandat constitutionnel, avec le secret espoir qu'il l'aurait sans jamais l'avoir, ce qui justifiait son programme, comme il a fait sortir Saddam Hussein de son trou ; et, aujourd'hui encore, sous la même logique inverse, le ramollissement cérébral occidental verra plus la vengeance du peuple américain meurtri en 2001 par l'attentat de Al Qaïda que le fond idéologique du terrorisme intellectuel de l'Ouest qui s'impose en modèle unique, avec comme tête de file les États-Unis, auquel devait obligatoirement répondre en retour un terrorisme physique à soubassement religieux antérieur à Ben Laden et à sa nébuleuse ; le terrorisme actuel, vieux de plus de cinquante ans, trouve sa base au Proche-Orient et des adeptes partout à travers le monde, pour secouer la morale internationale tolérante dans le génocide qui se déroule tranquillement en Palestine, dans la lâcheté la plus totale.

La polémique enfle, à propos du cadavre volé et profané. La précipitation avec laquelle les autorités américaines ont cherché à s'en débarrasser laisse à penser que la supposée balle reçue par Ben Laden devait être assez grosse pour lui fracasser la tête dont il ne resterait qu'un moignon...le reste devant se calciner dans les flammes de l'enfer allumées à dessein.

Depuis 10 ans, au nom de la lutte contre le terrorisme international, le «tout sécuritaire» expliquant toutes les violations de droits de pays en développement ; aujourd'hui, la bataille de la paix n'est pas gagnée pour autant et l'humanité n'a jamais été aussi en danger avec la disparition de Saddam Hussein et de Ben Laden ; les soubresauts et les répliques post-mortem de la tête de Al Qaïda secoueront encore le monde quelque temps.

Pathé MBODJE
journaliste, sociologue
Le Grand soir 3 mai 2011

Venezuela : Augmentation de 25% du salaire minimum

Le Gouvernement National augmentera de 25% le salaire minimum national en deux parties, à savoir de 15% le premier mai puis de 10% le premier septembre 2011. Ce salaire qui est déjà le plus élevé de l'Amérique Latine passe ainsi de 1.224 à 1.548 bolivars nouveaux. A cette augmentation, il convient d'ajouter le bénéfice du ticket alimentaire et des diverses allocations sociales. C'est ce qu'a annoncé le président Hugo Chávez, lors du conseil des ministres qui a suivi les vacances de Paques. Celui-ci a souligné que dans le secteur privé, près d'un million de travailleurs percevront cette augmentation de salaire, obligation légale pour tous les patrons.

Il a expliqué que le salaire minimum concerne 21,1% de la population économiquement active, tandis que le reste de la population économiquement active au Vénézuéla gagne un salaire supérieur. Dans le secteur public l'augmentation bénéficie à 345 milles 877 employés, 62 milles 441 ouvriers et à deux millions 52 milles 295 retraités et pensionnés de l'Institut Vénézuélien de Sécurité Sociale (IVSS) pour un total de 2 millions 558 milles 613 personnes.



La loi oblige les patrons du public comme du privé à payer ce ticket alimentation à tout le personnel

Ticket alimentation pour tous

"A ceci il faut ajouter le ticket alimentation et d'autres droits ou allocations qui forment le salaire intégral" a précisé le président en signant le décret portant modification de la loi qui règle ce droit. Les changements concernent l'élimination du minimum requis de vingt travailleurs par entreprise : le ticket sera un droit de tous les travailleurs indépendamment de la taille de l'entreprise et du nombre d'employés.

La loi oblige les patrons du public comme du privé à payer ce ticket alimentation à tout le personnel. Cette mesure bénéficie également aux travailleurs en congé comme c'est le cas des femmes enceintes ou des vacanciers.

Source : CIUDAD CCS
Traduction : Thierry Deronne
Revolucion vive 25 avril 2011

Cuba condamne l'assassinat du fils et des petits-fils de Mouammar El Kadhafi par l'OTAN

Par Reynaldo Henquen

Le ministère cubain des Affaires étrangères a condamné énergiquement la mort d'un des fils du leader libyen Mouammar El Kadhafi et de 3 de ses petits-fils et il a accusé l'Alliance Atlantique de chercher un changement de gouvernement et le contrôle sur les ressources pétrolières.

Une déclaration officielle du ministère cubain des Affaires étrangères demande un cessez-le-feu et le respect de la souveraineté de la Libye. Elle demande également la condamnation de ces crimes.

Dans la nuit de samedi, le porte-parole du gouvernement libyen, Ibrahim Musa, a fait savoir que la maison de Saif al Arab, âgé de 29 ans, un des fils du leader libyen, a été attaquée avec de puissants moyens et que le fils d'El Kadhafi et trois de ses petits-fils ont été tués.« Ces actions criminelles s'ajoutent aux bombardements intenses, y compris avec des avions non pilotés étasuniens, qui tuent des personnes innocentes » souligne la déclaration officielle du ministère cubain des Affaires étrangères.

La déclaration ajoute que l'OTAN manipule et viole la résolution 1973 qu'elle a imposée, manquant de toute légitimité, au Conseil de Sécurité de l'ONU sous prétexte de protéger la vie de civils. Il est évident que les objectifs de l'Alliance Atlantique consistent à asseoir son contrôle sur les ressources pétrolières » ajoute la déclaration.

Radio Havane Cuba 2 mai 2011

Mort de Ben Laden: tout ce qu'on ne sait pas encore

Ben Laden est mort ? Et la photo de son cadavre, c'est en option ?

Depuis l'annonce de son décès lundi matin, à part un montage fake qui a emballé toute la presse française, les USA n'ont dévoilé encore aucun cliché. Ils assurent pourtant en avoir en stock, avoir prélevé de l'ADN, que l'opération a été filmée et *tutti quanti*. Mais bon. Que ce soit des parlementaires américains d'influence, une spécialiste du terrorisme jointe par *Le Post*, des blogueurs, ou les internautes sur Twitter, Jean-Jacques Bourdin en tête... tout le monde veut voir le cadavre ! Enfin, on peut rêver. On a jamais eu la vidéo du Boeing 757 s'encastrant dans le Pentagone en 2001 (ah, ces 5 secondes super floues provenant de cette obscure caméra de surveillance ?), pourquoi verrait-on notre portrait en 4 par 3 du mort le plus célèbre de l'année 2011 ?



(Montage Le Post)
Après ce que l'on sait, voici donc... ce que l'on ne sait pas (encore) !

Les Américains voulaient-ils le tuer ou le capturer ?

Lundi, en début d'après-midi, un responsable de la sécurité nationale US affirmait que l'opération menée était «destinée à tuer».

Suite à la page (18)

Des millions de Cubains ont défilé pour la Révolution et le socialisme

Par Reynaldo Henquen

Sur la Place de la Révolution, à La Havane, les habitants de la capitale ont écouté, avant le défilé, une brève allocution du Secrétaire Général de la CTC, la Centrale des Travailleurs de Cuba, Salvador Valdés.« Cette marche massive –a-t-il indiqué- est un appui aux décisions prises au 6e Congrès du Parti Communiste de Cuba, qui s'est tenu il y a à peine deux semaines et un engagement envers le socialisme et l'indépendance. Il a ajouté: « Nous, des millions de Cubains et de Cubaines, nous célébrons aujourd'hui le 1er mai, avec la joie et l'enthousiasme renouvelés, en raison du succès de la tenue du 6e Congrès du Parti, qui nous a tracé le chemin pour mener de l'avant l'actualisation de notre modèle économique.

Nous le faisons car nous appuyons les décisions du Congrès du Parti et les Grandes Lignes de la Politique Economique et Sociale de la Révolution. Lors des débats, nous avons contribué à les enrichir avec des centaines de milliers d'opinions et de suggestions qui ont été prises en considération, ce qui a été une nouvelle preuve de véritable démocratie révolutionnaire.

Nous défilons et nous nous rassemblons, dans les rues et sur les places, tout au long du pays, pour réaffirmer que le socialisme est notre choix, que nous le perfectionnerons et que nous en assurerons la continuité à partir de la stratégie tracée au Congrès ».

Dans une autre partie de son allocution, le Secrétaire Général de la CTC a indiqué : « Ceux qui ne sont plus physiquement défilent avec nous aussi ce matin, car notre présence ici, est un hommage à ceux qui sont tombés dans la lutte pour l'indépendance et la défense de la Patrie durant des siècles et en particulier, un hommage aux héros et aux héroïnes qui ont rendu possible que nous commémorions cette année, le 50e anniversaire de la Proclamation du Caractère Socialiste de la Révolution et de la Victoire de la Baie des Cochons.

Nous nous souvenons aussi de plusieurs anniversaires importants pour le mouvement ouvrier : le centenaire de la naissance de trois de ses dirigeants exemplaires : Lázaro Peña, Jesús Menéndez et José María Pérez ».

Le Secrétaire Général de la CTC a souligné : « Cela fait 50 ans jour pour jour, nous avons célébré le 1er mai en défendant le socialisme et, pour la première fois, nous, les Cubains et les Cubaines, nous savions déjà lire et écrire grâce à la grande épopée qu'avait constituée la campagne nationale d'alphabétisation. Cela nous a permis d'être plus libres.

Grâce à cela, aujourd'hui, les travailleurs et le mouvement syndical ne sont pas de simples observateurs des changements, mais des participants actifs. Nous savons qu'un rôle historique nous revient dans le perfectionnement de notre société et dans l'actualisation de l'économie afin qu'elle soit plus efficiente, productive et rationnelle et que nous puissions mieux satisfaire les besoins de tout notre peuple.




Des millions de Cubains ont défilé dans tout le pays ce 1er mai pour la Révolution et le Socialisme

Pour y parvenir, nous devons placer en premier plan le travail, l'économie de ressources, la discipline, l'ordre et l'exigence, car c'est la seule façon de surmonter nos propres déficiences et erreurs. Nous le ferons avec l'unité qui est et restera l'arme la plus stratégique de la Révolution, une unité qui n'exclut pas la différence d'opinions mais qui s'en renforce et se consolide ».

Au sujet de l'hostilité impérialiste, il a indiqué : « Nous parlons en connaissance de cause de la douleur et de la souffrance que cause cette hostilité impériale, après 5 décennies de blocus économique, financier et commercial, imposé par le gouvernement des Etats-Unis contre notre peuple.

Nos 5 héros, injustement emprisonnés dans des pénitenciers de l'empire la souffrent aussi dans leur chair. Nous nous prononçons en cette Journée Internationale des travailleurs, pour leur libération et leur retour immédiat à la Patrie ».

Et Salvador Valdés a enfin relevé : « Compatriotes, marchons pour tout ce qui nous unit et nous fait tenir debout, pour la nation, pour Fidel, pour Raul, pour le Parti, la Révolution et le Socialisme, pour la justice sociale pour tous, pour notre progrès et pour celui de l'humanité. Jetons notre sort, comme le voulait José Martí, aux côtés des pauvres de la Terre et changeons dans le creuset du travail, le monde d'aujourd'hui et de demain ». Des centaines de milliers de personnes de toutes les villes du pays ont participé à des meetings à l'occasion de la Journée Internationale des Travailleurs, ce 1er mai. A La Havane, 1 500 travailleurs de 63 pays se sont joints aux festivités.

Un groupe de travailleurs de Radio Havane Cuba a également défilé en brandissant une grande banderole de presque 10 mètres de long sur laquelle on pouvait lire un message de salutation au Premier Mai et au 50e anniversaire de la fondation de cette station de radio, dont l'existence a été annoncée au monde par Fidel Castro le 1er mai 1961.

CSL & RHC 1 mai 2011

Suite de la page (17)

En début de soirée, la Maison Blanche *himself*, par la voix du principal conseiller d'Obama, déclarait que **le commando était prêt, le cas échéant, à le capturer vivant**. Et au fait : **a-t-on au moins cherché à l'arrêter ?**

Ben Laden était-il en bonne santé ?

La Maison Blanche n'a pas communiqué d'informations là-dessus. Sans doute car l'assaut a été très bref au final. Mais en le capturant simplement (*voir plus haut*), par exemple, il aurait été intéressant de savoir si, 10 ans après, le terroriste le plus recherché de la planète pétait la forme, ou au contraire, était sur l'autel de la mort.

Ben Laden s'est-il servi de sa femme comme bouclier humain ?

C'est ce qu'a dit la Maison Blanche lors d'une conférence de presse. Ce serait même peut-être l'épouse du terroriste. Celle-ci aurait été tuée dans l'assaut. **Mais Washington a fait machine arrière lundi soir**, parlant de deux femmes présentes dans la maison, l'une blessée et l'autre tuée, sans préciser plus.

Pourquoi le Pakistan nous sort-il sa version ?

Officiellement, Islamabadad n'a pas participé à l'opération visant Ben Laden. **Un chercheur au CRNS en doute sérieusement sur** *Le Post*. Surtout quand le site belge *7 sur 7* annonce que les services secrets du pays **ont dévoilé une autre version de l'assaut** (ils étaient donc au courant de tout depuis le début ?). Selon ce média, qui reprend ce compte-rendu pakistanais, «*17 ou 18 personnes se trouvaient dans la résidence au moment de l'attaque*». Une personne, peut-être le fils de Ben Laden, aurait aussi été emmené vivant dans un endroit secret. D'autres détails révélés ne semblent pas concorder avec la version américaine.

Le Post 3 mai 2011

Suite de la page (14)

de la résidence caserne du dirigeant libyen. Il y aurait eu trois morts. CNN a rapporté qu'un important dépôt de munitions avait été bombardé et que « les frappes aériennes se sont poursuivies une bonne partie de la nuit. »

La semaine dernière, le lieutenant général Charles Bouchard a prévenu les civils de se tenir éloignés des prétendues cibles militaires. Mais les attaques ciblent délibérément des infrastructures civiles. L'agence libyenne d'informations a rapporté durant le week-end que des avions de l'OTAN avaient bombardé les système d'approvisionnement de l'eau et les égouts des villes d' al-Khums et Sirte tenues par Kadhafi. En 1999 durant la guerre aérienne de l'OTAN contre la Yougoslavie, des centrales électriques, des routes, des voies de chemins de fer et des canalisations d'eau avaient été bombardées pour terroriser la population civile.

Des reportages sur Misrata où de violents combats se sont déroulés indiquent qu'un grand nombre de soldats libyens ont été tués durant le week-end par les attaques de l'OTAN. Un combattant de l'opposition s'est vanté de ce que 30 tanks ont été détruits ainsi qu'un convoi de véhicules tout-terrain. Un journaliste du quotidien britannique The Guardian a dit avoir vu au moins six tanks calcinés dans un quartier de la ville où des troupes du gouvernement ont battu en retraite samedi.

Bien que les commandants de l'opposition insistent pour dire que la ville est sous leur contrôle, leurs positions ont été lourdement pilonnées dimanche à partir de la périphérie, ce qui a tué et blessé un grand nombre de personnes. Déterminés à briser l'impasse militaire actuelle, les avions de l'OTAN continuent d'attaquer les forces gouvernementales dans la région.

Wsws 26 avril 2011

Ndlr. Au moment de reproduire cet article de la Wsws, un porte-parole du régime libyen à Tripoli a annoncé le samedi 30 avril la mort du plus jeune fils du leader libyen Mouammar Kadhafi, Saif al-Arab Kadhafi, ainsi que trois de ses petits-enfants, au cours d'une frappe aérienne de l'Otan. « Le Guide [Kadhafi]et sa femme étaient dans la maison avec des amis et des proches» et est «sain et sauf», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Moussa Ibrahim, lors d'une conférence de presse. Saïf al Arab était un civil et un étudiant. Il avait 29 ans.

Kadhafi aurait échappé à un raid de l'Otan

Mouammar Kadhafi a survécu samedi soir à un raid de l'Otan à Tripoli dans lequel ont péri son plus jeune fils, Saïf al Arab, et trois de ses petits-enfants, a annoncé le porte-parole du gouvernement libyen, Moussa Ibrahim.

Dans un communiqué diffusé dans la nuit, l'Otan a démenti avoir visé le colonel libyen ou des membres de sa famille, assurant qu'un de ses raids menés samedi sur la capitale avait pour cible un centre de commandement à Bab al Azizia, le quartier général de Kadhafi à Tripoli. Des responsables libyens ont conduit des journalistes jusqu'à la maison visée, qui a été touchée par au moins trois missiles. Le toit en béton armé était par endroits complètement troué. Des explosions de forte puissance ont été entendues en soirée dans la capitale, survolée par des avions de l'Otan.

Le porte-parole du gouvernement libyen a accusé l'Otan d'avoir tenté d'assassiner Mouammar Kadhafi, ce qui irait au-delà du mandat confié par le Conseil de sécurité de l'Onu dans sa résolution 1973, qui a autorisé le recours à la force en Libye dans le seul but de protéger les populations civiles. "C'est désormais la loi de la jungle", a déclaré Moussa Ibrahim, lors d'une conférence de presse. "Il est clair pour tout le monde aujourd'hui que ce qui se passe en Libye n'a rien à voir avec la protection des civils."

L'Alliance atlantique, qui a pris fin mars le commandement des opérations militaires menées conformément à la résolution, a déclaré "poursuivre ses frappes de précision contre les installations du régime militaire (de Kadhafi) dans la nuit à Tripoli". Le général Charles Bouchard, commandant des opérations en Libye, a déclaré que l'Alliance avait notamment "frappé un centre de commandement et de contrôle connu dans le quartier de Bab al Azizia peu après 18h00". "Toutes les cibles de l'Otan sont militaires par nature (...). Nous ne visons pas d'individus", a-t-il dit. "J'ai eu connaissance d'informations de presse non confirmées selon lesquelles certains membres de la famille Kadhafi pourraient avoir été tués (...) Nous regrettons toute perte de vie", a ajouté l'officier.



Mouammar Kadhafi



Saïf al Arab

A Benghazi, fief de l'insurrection déclenchée à la mi-février contre Kadhafi, les insurgés ont tiré en l'air et actionné leurs avertisseurs quand s'est répandue la nouvelle. Saïf al Arab, civil et étudiant, avait 29 ans, a déclaré Moussa Ibrahim. Il n'avait qu'un rôle limité dans le cercle du pouvoir à Tripoli. Le dirigeant libyen, présent dans la maison visée par la frappe aérienne, est indemne, a ajouté le porte-parole libyen. "Il est en bonne santé. Il n'a pas été touché. Sa femme se porte bien également", a-t-il dit. "C'était une opération visant directement à assassiner le dirigeant de ce pays. Le droit international ne le permet pas. Ce n'est permis par aucun code ou principe moral." "Nous nous battrons s'il le faut (...) Le dirigeant a offert la paix hier à l'Otan et l'Otan l'a rejetée", a-t-il souligné par allusion à une proposition de cessez-le-feu avancée en début de journée à la télévision par Mouammar Kadhafi.



Enterrement à Tripoli le 2 mai 2011du plus jeune fils de Mouammar Kadhafi, Saïf al Arab

Les insurgés ont répondu que le temps de la négociation était à leurs yeux terminé. L'Otan a déclaré qu'elle poursuivrait ses bombardements tant que les populations civiles seraient menacées en Libye.

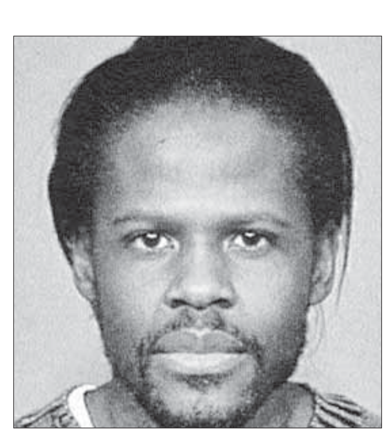
L'Humanité 1 Mai 2011

Expulsion vers Haiti de Bernard Mathieu, alias Tipon

Le jeudi 28 avril 2011 dernier, la justice canadienne a décidé d'expulser en Haiti un trafiquant de drogue haïtien au nom de Bernard Mathieu, alias Tipon. Bernard Mathieu, 39 ans, trafiquant de stupéfiant et aussi chef de gang, opérait tambour battant dans le quartier de la rue Pelletier de Montreal, Canada.

Dans le cas de ce brigand, l'Agence des Services Frontaliers du Canada va demander au futur ministre fédéral de la sécurité publique de faire une exception au moratoire toujours en vigueur au Canada ; un tel moratoire permettant aux haïtiens en difficulté de pouvoir rester temporairement dans le pays, alors que Tipon Mathieu tentait d'obtenir sa libération sous caution en attendant qu'une décision finale soit dans le cadre de son dossier.

Rappelons qu'en janvier 2005, Bernard Mathieu (Tipon) avait écopé d'une peine de 10 ans d'emprisonnement pour trafic de drogue et gangstérisme. Selon la justice canadienne, ce délinquant, est en fait, le premier chef de gang à avoir plaidé coupable de gangstérisme au Canada.



Bernard Mathieu, alias Tipon

Le criminel qui a déjà purgé deux tiers de sa peine dans une prison au Canada devait être libéré le jeudi 28 avril 2011 dernier. Mais, ayant fait l'objet d'une mesure d'expulsion, il a été arrêté sur le champ par l'Agence des Services Frontaliers du Canada. Le commissaire de justice travaillant sur son cas lui a catégoriquement refusé sa libération sous caution, arguant qu'un criminel de son calibre représente un danger public pour la sécurité des canadiens. Il a aussi estimé que les risques de fuite sont trop élevés. L'inculpé Bernard Mathieu a fait savoir qu'il craint pour sa vie s'il est expulsé vers Haiti, étant donné la médiatisation de ses démêlées avec la justice canadienne.



Décès du poète chilien Gonzalo Rojas !

L'illustre poète chilien, Gonzalo Rojas, prix Cervantes 2003, est mort le lundi 25 avril dernier, à 93 ans à Santiago du Chili, incapable de se rétablir après un infarctus cérébral contracté en février. S'est éteint celui qui, avec Nicanor Parra, était considéré comme un des derniers grands poètes vivants Chiliens

Gonzalo Rojas est sorti de la pauvreté provinciale du sud du Chili pour devenir un des poètes les plus respectés d'un pays connu pour avoir eu de grands maîtres de ce genre littéraire. De son œuvre imposante se démarquent, surtout, les écrits au fin contenu érotique, tout comme ceux où il exprimait la douleur de l'exil, durant les longues années de la dictature militaire d'Augusto Pinochet.

Rojas, né le 20 décembre 1917 dans le port minier de Lebu, en plus du Prix Cervantes 2003, la plus importante récompense littéraire de langue espagnole, reçut le Prix national de littérature du Chili et le Prix de poésie de la Reine Sophie, en Espagne.

En 1938, il rejoignit le groupe d'écrivains surréalistes chiliens La Mandrágora, mais l'union fut brève, car très vite il se sentit bridé par le style du groupe et ne parvint pas à se conformer à une école particulière d'écriture.

Fils de mineur, il connut la pauvreté dès l'enfance. Dans la décennie des années 1940, il apprit à lire et à écrire aux enfants de mineurs du nord du Chili, dans le désert aride d'Atacama.

En 1948, il publia son premier recueil de poèmes, « La misère de l'homme », et près de deux décennies plus tard, son second livre, « Contre la mort ». Il ne fut véritablement reconnu dans sa partie qu'à partir de 1977, et la publication d' « Obscurité ». Il fut diplomate à Cuba, durant le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende et collaborateur de la Maison des Amériques.

Il aimait Cuba et fut un défenseur de sa Révolution. Sa dernière visite à la nation caribéenne fut en janvier 2008 pour inaugurer la 49ème édition du Prix littéraire Maison des Amériques. Dans son discours prononcé à cette occasion, il souligna: « Je me trouvais à Rome cette fois, lisant le journal ce matin de janvier 1959, du siècle dernier, quand je demandai à Rodrigo, mon fils ainé de 15 ans qui m›accompagnait dans le monde entier: « Allons, mon petit, des deux nouvelles laquelle tu choisis? Celle de l›entrée de Fidel à la Havane ou l›autre de cette fusée sur la Lune? » « Celle de Fidel, me dit-il, car elle ne s›éteindra jamais. »

Il visait juste. Elle ne s›éteindrait jamais. Elle marquait quelque chose de « nouveau » comme le dirait Apollinaire en parlant de ce qui est nouveau, quelque chose de nouveau, une nouveauté héroïque.

J›ai désormais 90 ans, je viens de les fêter tout récemment, et je continue d›être « fidéliste », comme je continue d›être « allendiste ». Mondain car homme du siècle, avec tous les risques que cela comporte. Je suis né carbonifère, noir de charbon, mais mondain tout de même. Maritime et fluvial, mais mondain, homme de cette terre, de ce port de la pointe sud où le personnage principal reste la bourrasque ».

Voici un poème de Gonzalo Rojas choisi et traduit par nos soins :

Contre la mort

Je m'arrache la vue et m'arrache les yeux chaque jour qui passe.



Le poète chilien Gonzalo Rojas, Prix Cervantes 2003, ancien diplomate du président Allende, opposant à Pinochet et ami de la révolution cubaine

Je ne veux pas voir, je ne peux pas! Voir mourir les hommes chaque jour.

Je préfère être de pierre, être mélancolique,

Qu'à supporter ce dégoût me rongeant de l'intérieur et sourire

À droite et à gauche pourvu que fonctionne mon manège.

Je n›ai rien d›autre à faire que de rester ici à dire la vérité,

Au milieu de la rue et à tous les vents:

La vérité d›être vivant, rien d›autre que vivant,

Les pieds sur terre et le squelette libre en ce monde.

Que gagnons-nous à bondir vers le soleil avec nos machines,

À la vitesse de la pensée, que diable: que gagnons-nous

À voler au-delà de l'infini

Si nous continuons à mourir sans espérance aucune de

Sortir des temps obscurs?

Dieu ne m›aide pas. Personne ne m›aide à rien.

Mais je respire, et comment, et je m›assoupis

En pensant qu›il ne me reste plus que dix ou vingt ans pour aller

M'allonger, comme tout le monde, dormir entre deux mètres de ciment là-dessous.

Je ne pleure pas, je ne me pleure pas. Tout doit être comme il doit être,

Mais je ne peux voir les cercueils et les cercueils

Passer, passer, passer, passer chaque minute,

Couvrant quelqu›un, recouvrant quelqu›un, je ne peux pas voir

Le sang encore chaud dans les cercueils.

Je touche cette rose, j›embrasse ses pétales, j›adore

La vie, je ne lasse pas d›aimer les femmes; je me nourris

En ouvrant leur monde. Mais tout est inutile,

Puisque je suis moi-même une tête inutile

Prête à être coupée, mais qui ne comprend pas que c›est cela

Que d›espérer un autre monde de ce monde-ci.

Qu›ils me parlent de Dieu ou qu›ils me parlent de l›Histoire. Je ris

D'aller chercher si loin l›explication de la faim

Qui me dévore, la faim de vivre comme le soleil

Dans la grâce du ciel, éternellement.

Traduction AC (depuis le communiqué du PC Péruvien)
Solidarité internationale **27 avril 2011**

Regards Critiques

Haitian Movie Award 3rd edition Une parodie somme toute amusante

À défaut d'aptitude réelle à réaliser des films capables de se frotter à ce qui se fait dans le monde réel du cinéma et forcer le respect de leurs collègues du monde entier, à quelques lieux d'Hollywood, des « cinéastes » haïtiens recroquevillés autour de leur nombril organisent leur propre *Movie Award* afin de s'octroyer des prix pour des travaux qui ne méritent guère qu'on s'y attarde.

Une fois de plus, nous avions été la risée des grands réseaux de l'industrie du cinéma du monde. Non satisfaits de produire des plus ou moins échecs à n'en plus finir à consommation locale, certains *bricoleurs* - je n'ose parler de réalisateurs - résidant aux Etats-Unis d'Amérique, conduits par Frantzson Saintilien (Frantz Design) ont organisé, le samedi 23 Avril dernier, à l'hôtel *JFK International* leur troisième édition de *Haitian Movie Award*, pour s'auto proclamer cinéastes et s'octroyer des prix.



Frantz Design au milieu de trois jolies demoiselles



Haitian Movie Award le 23 avril dernier au JFK International Hotel



L'acteur haïtien Ricardo Lefèvre

D'emblée on pourrait se dire qu'il n'y a pas de quoi être, à ce point, choqués, puisque ces genres d'activités ne mobilisent qu'une infirme partie de la communauté haïtienne. Mais quand cela se passe à New York ; l'un des pôles culturels les plus importants du monde moderne, on est en droit d'être triste quant à la perception qu'une pareille activité aura laissée sur notre culture de ce côté-ci de la planète.

Il est important de souligner le fait que, seule une infirme partie du cinéma haïtien, de très loin la moins représentative, avait pris part à ces joutes. Les raisons de cette absence tapageuse des grosses pointures haïtiennes dans ce genre artistique plutôt exigeant restent à expliquer. Cette parodie baptisée *Haitian Movie Award,* somme toute amusante a réuni plusieurs dizaines d'invités ; des acteurs, des actrices, des « réalisateurs », des « scénaristes », des « promoteurs », deux ou trois travailleurs de la presse et des spectateurs.

Je n'ai pu m'empêcher pour être crédible, de mettre la plupart de ces qualificatifs entre les guillemets, compte tenu du fait que mes doutes persistent, quant aux capacités réelles de ces messieurs à réaliser un film ou écrire un scénario, ou même assurer la promotion d'un produit de ce type. Et leurs productions ne me convainquent guère. Toutefois ils ont compris assez tôt que la communauté haïtienne des Etats-Unis d'Amérique et du Canada n'était par trop exigeante, et qu'il leur suffisait d'accoler deux ou trois idioties bout à bout pour en faire un navet, ensuite organiser une pareille plaisanterie, avec la complicité de deux ou trois journalistes, engagés à cet effet pour snober les gens et le tour serait joué.

Une chose est d'aligner une série de sous-produits que le commun des mortels a peine à prendre pour un film et d'en tirer parti économiquement. Une autre, c'est de vouloir se prendre au sérieux, au point de prétendre à la postérité. Alors que le « maître » de cérémonie n'arrêtait pas de chanter les louanges des organisateurs pour avoir permis au cinéma haïtien de bénéficier de cette vitrine d'exposition, la plupart des invités se plaignaient de l'aspect creux de l'événement, et aussi de l'absence fracassante du cinéma haïtien véritable.

Ce n'est pas faux qu'une pareille manifestation pourrait offrir une certaine visibilité aux efforts réalisés jusqu'ici, dans la mise en place des balises pour camper une industrie du cinéma haïtien. Je parle d'une industrie véritable, mais non d'une association de quelques réseaux de raquetteurs à l'affût d'argent facile, qui n'hésitent pas à enfoncer davantage le 7è art haïtien dans la fange, en « réalisant » des « films » qui viendront fragiliser à chaque fois nos acquis dans ce domaine, et entacher la valeur réelle du patrimoine artistique haïtien au musée de la postérité. Je parle d'une industrie dotée de structures adéquates pour encadrer le cinéma haïtien encore au stade de balbutiement. Une industrie où chacun serait à sa place et qui valoriserait les métiers du cinéma, qui sont de plus en plus galvaudés dans nos espaces de production. Une industrie qui miserait davantage sur la compétence, ce qui déboucherait sur le respect des droits des acteurs, actrices, caméramen, perchistes, casting girl, scénariste, éclairagiste, réalisateurs, et autres.

Une manifestation de ce genre, pour avoir l'envergure souhaitée par les spectateurs, devrait pouvoir montrer le cinéma haïtien sous ses meilleures coutures. Quitte à museler une part de l'*ego* des organisateurs. En agissant ainsi, ils auraient inspiré du respect et grandi aux yeux du public. Comment parler d'un *Haitian Movie Award* en excluant les meilleurs. En dehors de Ricardo Lefèvre que j'ai rencontré au restaurant de l'hôtel, très peu d'acteurs haïtiens connus du grand public avaient fait le déplacement.

Un *Haitian Movie Award* organisé dans l'intention de promouvoir le cinéma haïtien, et non pour satisfaire platement les petites ambitions d'une petite clique de paresseux, devrait pouvoir réunir certaines célébrités haïtiennes ou même étrangères qui travaillent dans le cinéma de chez nous.

'éclat de la fête aurait été renforcé si certaines personnalités telles ; **Raoul Peck**, réalisateur de *L'homme sur le quai* (1993), *Lumumba* (2000), *Haïti le silence des chiens* (1994), *Sometimes in April* (2005), etc. **Arnold Antonin** qui a signé plus d'une trentaine de documentaires et de fictions dont : *Piwili et le Zenglendo* (2003), *Le Président a-t-il le Sida* (2006), *Les Amours d'un Zonbi* (2009). **Richard Sénécal** *Barikad* (2002), *I Love You Anne (2003)*, *Cousines* (2005), Vanille au Chocolat (2007) et We Love You Anne (2009).

Je pourrais citer d'autres réalisateurs, des acteurs et actrices dignes d'intérêts comme **Jean-Claude Bourgeolly** ; actuel président de *l'Association Haïtienne des Cinéastes*, **Claude Mancuso**, **Jacques Roc**, **Moïse Camille**, **Catherine Hubert**, **Réginald Lubin**, **Chantale Pierre-Louis**, **Jessica Généus**, **Rosadèle Joachim**, **Jimmy Jean-Louis**, **Djo Roré**, pour ne citer que ceux-là.

Est-ce vraiment sérieux de parler de *Haitian Movie Award,* quand autant de ces cadres y ont brillé par leur absence ? On peut toujours ne pas être d'accord sur la démarche esthétique d'un Mancuso dans un film donné. On peut ne pas partager l'orientation idéologique de telle ou telle scène d'un film de Bourgeolly. Mais on ne peut pas leur reprocher leur incapacité à régler un éclairage, ni la mauvaise exécution d'un travelling ou d'un plan-séquence, encore moins leur incapacité à bien placer l'élément déclencheur dans un scénario.

Ma démarche étant, entre autres, de contribuer à l'émancipation de l'art haïtien partout où il y a des créateurs qui osent se jeter à l'eau. Mon vœu le plus cher serait que, lors de la prochaine édition, le cinéma haïtien soit vraiment mieux représenté. Les films des organisateurs ne seraient peut-être pas récompensés du premier coup, mais le *Haitian Movie Award* aura atteint un niveau de crédibilité telle, que les reflets rejailliront sur le milieu culturel tout entier.

Prince Guetjens
Critique d'art